

# TRIBUNE

**Spécial  
Etranger**

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 280. — 2 AVRIL 1966

---

## J'ETAIS A BARCELONE

*Une interview de Claude GLAYMAN (p. 6-7)*

---



(Droits réservés.)

## Aide au Vietnam

### ● Paris : Il faut savoir commencer une manifestation

Parlons net. La manifestation qui s'est tenue à la Concorde, à l'appel de nombreuses organisations, destinée à marquer l'opposition de plus en plus large de l'opinion à la guerre menée par les Etats-Unis contre le peuple du Vietnam, a été loin de ce qu'elle aurait dû être. De ce qu'elle aurait pu être.

Pour tous les organisateurs, dont nous étions, et pour les batailles à venir, il est en effet apparu que les formes de la manifestation étaient très en dessous des possibilités réelles. Et l'entêtement des camarades du service d'ordre du P.C. à empêcher que la manifestation s'ébranle et devienne cortège, par on ne sait quelle crainte de débordement, n'a pas facilité les choses.

### Une tactique dépassée

Nous savons d'expérience que l'organisation de l'opposition à la guerre du Vietnam dans notre pays ne va pas sans difficultés. Le courant populaire existe et peut très rapidement se développer beaucoup plus largement. Mais l'absence d'unité sur ce point entre les organisations de gauche gêne considérablement le mouvement. Surtout si l'on s'y arrête. Et si, par crainte d'effaroucher, on s'en tient à des formes très sommaires de protestation.

Aussi faut-il dire très clairement que les simples pétitions ou les délégations même « massives », ne répondent absolument plus aux nécessités du moment. Elles peuvent même apparaître comme dérisoires et gêner plus que faciliter les étapes ultérieures.

Il n'est pas mauvais ici de rappeler, sans vaine polémique, ce qu'il en était de l'action contre la guerre d'Algérie, justement rappelée par J.-F. Nallet, président de l'U.N.E.F.

A cette époque, la gauche était aussi divisée sur le problème algérien. Et déjà, nous discutons avec les camarades communistes sur les formes à donner à notre protestation. On sait que la relance des manifestations de rues qui, du 1<sup>er</sup> novembre au 8 février, allèrent en prenant une ampleur chaque fois plus grande, fut le fait de notre part.

Sans surestimer les possibilités présentes, nous nous trouvons dans une situation qui présente d'incontestables similitudes.

Et, tout comme pour le 1<sup>er</sup> novembre, l'appui le plus franc, à notre manière de voir, vient du côté des étudiants certes, mais plus largement de la jeunesse. Cela fut clair et évident l'autre jour, à la Concorde.

### Une manifestation quand même

Certes, dans les dix mille personnes réunies à la Concorde, les raisons qui les y avaient conduites n'étaient pas toutes de même nature — tant s'en faut — et le degré de solidarité avec le peuple vietnamien avec, en corollaire, la dénonciation de l'impérialisme américain, pouvait se mesurer à la façon dont un certain nombre de mots d'ordre étaient repris ou non.

Il faut en avoir conscience et mesurer en conséquence jusqu'où on peut aller. Mais de là à s'en tenir à un petit discours, et quelques délégations maigrelettes à l'ambassade, il y a une telle disproportion que l'immense majorité des manifestants rassemblés en éprouvait une gêne visible.

Dès lors, le service d'ordre pouvait s'époumoner à demander la dispersion. Elle n'eut pas lieu. « Il faut savoir terminer une manifestation », disait un membre du service d'ordre près de moi. A quoi un manifestant répondit : « Mais pour la terminer, encore faut-il l'avoir commencée. »

C'est ce que nous fîmes. Après avoir été en face du ministère de la Marine, les manifestants, en cortège, s'engagèrent rue Saint-Florentin, puis Faubourg-Saint-Honoré, pour terminer une heure et demie après à l'Opéra. Ainsi, pendant longtemps, les rues du quartier de l'Opéra retentirent des cris mille fois répétés de « Johnson assassin », « U.S. go home » et « paix au Vietnam », par un cortège de plus de six mille personnes, à la tête duquel, avec de nombreux jeunes, on reconnaissait nos camarades Laubreux, secrétaire fédéral de Paris, Petit, du bureau fédéral de Seine-banlieue, ainsi que Madeleine Riffaud.

Les leçons à en tirer nous paraissent claires. La lutte pour imposer

la paix au Vietnam, la reconnaissance du F.N.L. et le départ des troupes américaines ne fait que commencer. Mais avec de la résolution et un peu d'audace, tous les adversaires de la guerre criminelle menée par les Etats-Unis sauront se rejoindre, faire entendre chaque jour plus fort leur voix et entraîner dans un vaste mouvement le peuple de ce pays, qui souhaite moins de discours et de délégations et un peu plus d'action.

Christian Guerche.

### ● Valence

D'abord, le samedi 19 mars à 16 heures, une caravane de voitures recouvertes d'affiches ou de pancartes a sillonné les rues de Valence; en même temps, des militants de diverses organisations distribuaient en divers points de la ville des appels à une manifestation pour le 25 mars.

Le vendredi 25 mars à 18 h 30, 200 personnes environ se sont réunies dans le grand hall de l'hôtel de ville.

Divers orateurs ont fait un court exposé : Mouvement de la Paix, P.S.U., C.G.T. Des adjoints et conseillers municipaux représentaient la mairie. (Deux motions ont été votées.)

La presse locale a publié des comptes rendus de cette manifestation.

### ● Marseille

A l'appel de 17 organisations (Pax Christi, Mouvement de la Paix, Action non violente, M.C.A.A., A.G.E.M., S.N.I., C.G.T., P.C., P.S.U., etc.), une foule imposante s'est rassemblée, malgré un violent mistral, devant le monument des Mobiles, à l'extrémité de la Canebière, pour exprimer sa sympathie au peuple héroïque du Vietnam et son soutien aux citoyens américains pacifistes qui, ce même jour, le vendredi 25 mars 1966, manifestaient pour exiger l'arrêt des hostilités au Vietnam.

De nombreux militants et sympathisants du Parti Socialiste Unifié avaient répondu à l'appel de la Fédération des B.D.R. Porteurs de banderoles aux mots d'ordre éloquentes : « Le Vietnam aux Vietnamiens », « Pour un Vietnam libre », ils participèrent à ce premier rassemblement qui, nous l'espérons, sera suivi de beaucoup d'autres.

## Développement du mouvement étudiant

### ● Nantes : la section revit

Jeudi 24 mars : réunion de lancement animée par Jean-François Pertus, secrétaire national des E.S.U., en présence de Bernard Chollet, secrétaire fédéral. Vingt-cinq sympathisants présents à la réunion. Une section est mise sur pied qui envisage un plan de travail et d'implantation pour les prochains mois.

### ● Lille : Réunion

Lundi 28 mars : 80 participants (E.S.U. - U.E.C. - J.U.C. inorganisés) pour écouter Gilles Boyer, membre du S.N.E. et Marc Heurgon exposer les conditions d'une alternative socialiste. Nombreuses questions et longue discussion à laquelle ont participé des membres des bureaux fédéraux du Nord et du Pas-de-Calais.

### ● Orléans : Première réunion de la section d'Orléans

Lancée au moment de la Conférence étudiante, la section est maintenant officiellement constituée. Elle a tenu une première réunion avec des membres du bureau fédéral du Loiret. Jean Terce animera prochainement une réunion ouverte aux sympathisants.

### ● Paris : un stage du C.E.S. de la Faculté de Droit

Il s'est tenu les 25 et 26 mars et a groupé une quarantaine de participants au relais international de la Jeunesse à Poissy. La journée de samedi a été consacrée à l'organisation interne du cercle et à la préparation

## Les activités du parti

### ● Haute-Savoie : week-end d'études

Une soixantaine de camarades du parti et de sympathisants ont participé, les 26 et 27 mars, à la « maison familiale » de Sévrier-Annecy à un week-end animé par Marc Heurgon du secrétariat national, André Garnier et Michel Hollard, membres du C.P.N. et des responsables du parti de l'Isère et des deux Savoies.

Ont été étudiés notamment : le capitalisme français en 1966 et les problèmes qu'il pose au niveau des entreprises, à la lumière des conflits Neyric de Grenoble, au niveau des villes et des quartiers, de l'économie nationale et régionale; les chances du socialisme et ses possibilités d'instauration en France ou en Europe; les perspectives politiques actuelles, ainsi que le rôle que doit jouer le P.S.U. dans le cadre du colloque socialiste de Grenoble.

### ● Charente-Maritime

Nos amis de Charente-Maritime nous communiquent quelques nouvelles encourageantes, en provenance des bords de la Charente :

● La reprise des cartes s'effectue normalement. A la date du 20 mars, 80 % des cartes enregistrées en 1965 étaient rentrées.

● On note des adhésions nouvelles : 3 à Saintes, 1 à Royan, 4 à Jonzac, 2 dans le sud du département.

● Le 6 mars, le bureau fédéral, composé de nos camarades Boucher, secrétaire fédéral, Lalane et Desmoullins, secrétaires fédéraux adjoints, Andriilor, trésorier fédéral, s'est rendu à Montendre, dans le sud du département, pour y tenir une réunion d'information sur le thème : « Les problèmes de l'unité de la gauche après les élections présidentielles. » Une trentaine de sympathisants assistaient à cette excellente réunion qui se termina par un très intéressant échange de vues. Plusieurs abonnements au bulletin départemental furent enregistrés.

● Le 17 mars, excellente réunion ouverte de la section de Saintes sur le même thème. En plus des militants, une quinzaine de sympathisants assistaient à la réunion. Deux adhésions nouvelles à l'issue de cette dernière.

● La Fédération continue à publier son bulletin mensuel « Informations P.S.U. » qui est servi à 1.500 exemplaires dans le département.

● Par ailleurs, nos militants continuent à œuvrer dans tous les domaines : syndical, culturel, philosophique. Au congrès départemental de la Ligue des Droits de l'Homme, les deux rapports les plus intéressants furent l'œuvre de membres du P.S.U. : notre camarade Torsel de la section de Rochefort qui présenta le problème des jeunes dans la cité et notre camarade Bouscasse, secrétaire de la section de La Rochelle, qui traita de façon excellente des problèmes économiques du département.

### ● Côtes-du-Nord : week-end d'études à Etaples

Tous ceux qui ont assisté à ce stage ont été frappés par le sérieux du travail accompli, par le nombre de problèmes et d'informations qui ont été approfondis. Georges Servet ont été approfondis. Georges Servet, Jean Bars et Michel Fontes animaient la réunion. Le samedi fut réservé à une analyse de la société capitaliste française et à une discussion sur la stratégie du contre-plan. Les deux séances du dimanche furent consacrées à un examen sérieux du contre-plan breton que le P.S.U. se propose de présenter à l'opinion dans les prochains mois. Trente-cinq délégués étaient venus de trois départements : Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord. Parmi eux, nous avions la joie d'accueillir Prat, conseiller général (Finistère), Yves Le Foll, maire de Saint-Brieuc, Le Dilosquer, membre du C.P.N. (Finistère). La séance du matin fut consacrée aux problèmes de méthode, puis l'assistance se divisa en trois commissions : industrie, agriculture, institutions régionales et locales. Il s'agit maintenant de compléter les premiers résultats obtenus : une réunion générale de tous les départements bretons est prévue pour le début de mai, vraisemblablement à Pontivy ou à Loudéac. Il faudrait alors aboutir à des textes définitifs.

### ● Dijon : deux exposés du C.E.S.

Le C.E.S. de Dijon, fondé il y a deux mois environ, vient d'organiser deux exposés-débats : 1° sur « les aspects du néo-capitalisme » ; 2° sur « la stratégie ouvrière face au néo-capitalisme ». Un troisième débat est prévu courant avril et il portera sur le thème suivant : « La politique des revenus. »

Le C.E.S. de Dijon a pour but principal de provoquer de larges échanges entre les différents courants de la gauche socialiste Côte-d'Orienne.

Refusant tout dogmatisme au départ, il s'agit donc de confronter sincèrement les analyses et les perspectives politiques de chacun des participants.

Le C.E.S. de Dijon édite également des documents de travail et de réflexion qui peuvent être adressés sur demande.

Adresse : Centre d'études socialistes, Hôtel des Sociétés, 7, rue Douteur-Chaussier, Dijon (21).

## Réunions du parti

### ● Un nouveau week-end de formation

Samedi 16 et dimanche 17 avril : week-end de formation, avec la participation de Georges Servet à la Maison des Mineurs de Murbach (dans le Haut-Rhin à 6 km de Guebwiller). Ce week-end sur le contre-plan intéresse les militants et sympathisants, particulièrement les syndicalistes des deux fédérations d'Alsace, de celle de Belfort, des régions de Montbéliard, Héricourt et Ronchamps dans le Doubs et la Haute-Saône.

### ● Boissy-Saint-Léger : réunion-débat

Une réunion-débat sur les problèmes de l'unité de la gauche, avec la participation de Pierre Beregovoy et de Manuel Bridier, aura lieu le jeudi 31 mars, à 21 h., à la mairie de Boissy-Saint-Léger (salle du tribunal).

### Naissance

Françoise et Claude Lavezzi ont la joie de vous annoncer la naissance de leur fils, Orso-François, le 22 mars 1966, 19-21, rue de Dantzig, Paris-15<sup>e</sup>. Toutes nos félicitations.

d'une conférence-débat sur la politique extérieure du gaullisme. Au cours du dimanche, André Kriegel vint parler du socialisme et de la question du pouvoir à travers l'évolution historique de l'intégration de la social-démocratie. Une discussion put suivre sur l'ensemble des problèmes posés par la nature d'un parti révolutionnaire et les modèles de développement d'une économie socialiste.

### Communiqué du « Secrétariat national étudiant »

Le « Secrétariat national étudiant » vient de faire paraître le n° 2 de sa revue « Problèmes du Socialisme ». Cette revue, pour l'instant ronéotypée, est diffusée à 400 exemplaires dans les sections E.S.U. Un effort particulier de recherche sera entrepris : culture; problèmes de l'université. But essentiel : lancer, dans la mesure de nos moyens, le débat théorique indispensable à l'élaboration d'une alternative socialiste. Les fédérations et sections du parti, qui désireraient commander des exemplaires, peuvent le faire à partir de 5 exemplaires, en payant à la commande par mandat-carte, J. Terce, E.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

N° 1 : Problèmes de stratégie (P. Ingrao, L. Basso, P. Joye); N° 2 : Où en est la social-démocratie (L. Basso, J.-M. Vincent, T. Nairn, G. Therborn).

Prochaine réédition de L. Magri (P.C.I.) : « Les fondements d'une alternative socialiste. »

Prix : 2 F; excepté n° 2 : 2,50 F. Envisagé : Technocratie.

● Le numéro 3 de « Tribune Etudiante » est paru.

# DE LONDRES A MOSCOU

**L**A semaine où s'ouvre le congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. est aussi celle où se déroulent les élections anglaises. Les deux événements permettent de mesurer la distance qui sépare encore, après un demi-siècle de scission, les deux grandes branches de ce qu'on appelle traditionnellement le mouvement ouvrier international.

Certes, bien des choses ont changé depuis dix ans, c'est-à-dire depuis le XX<sup>e</sup> Congrès soviétique. Une évolution s'est dessinée qui donne, à nos yeux, une chance à la perspective de l'unité socialiste. Mais nous avons vu en même temps se développer des phénomènes qui tendent au contraire à accroître le fossé existant entre le mouvement communiste et la social-démocratie. Il faut reconnaître franchement que nous sommes, de ce point de vue, très loin des espoirs que nous formions il y a dix ans précisément au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès.

Ce n'était pas seulement l'époque du rapport sur les crimes de Staline, l'époque de la « réhabilitation » de la Yougoslavie, des printemps polonais et hongrois, c'était aussi l'époque de Bevan et de l'affirmation d'une gauche travailliste à laquelle Wilson donnait son appui, c'était également la grande époque de Nenni, celle où, entre le stalinisme et la social-démocratie, il s'efforçait de tracer une troisième voie socialiste. En France même, c'était le moment où le combat de la minorité S.F.I.O. prenait tout son sens, où des oppositions commençaient à se former à l'intérieur du Parti communiste et où la fusion de la « Nouvelle gauche » et du Mouvement de Libération du Peuple allait donner naissance à l'Union de la Gauche socialiste, en bref, le moment où se constituaient les premiers fondements de notre Parti.

Or, qui peut dire qu'il y a aujourd'hui moins d'opposition entre Wilson et Brej-

nev qu'il n'y en avait naguère entre Bevan et Khrouchtchev ? Qui peut soutenir que Nenni et Gomulka sont plus proches l'un de l'autre qu'ils ne l'étaient il y a dix ans ?

Mais alors, me dira-t-on, pourquoi continuez-vous à évoquer « la perspective de l'unité socialiste » tandis qu'on assiste à un éloignement et non à un rapprochement des politiques ? C'est que derrière ces politiques (arrêt de la déstalinisation d'un côté, acceptation des mécanismes néo-capitalistes de l'autre) des évolutions plus profondes

par Gilles MARTINET

se dessinent. On voit beaucoup mieux maintenant et notamment à travers la critique de la planification soviétique quels sont les problèmes du socialisme dans les nations industriellement développées. Or il se trouve que les solutions de ces problèmes ne sont pas fondamentalement différentes pour un pays comme la Russie et pour un pays comme l'Angleterre.

J'entends bien qu'on ne parviendra pas aisément à réaliser la planification démocratique et à socialiser ce qui n'est pour l'instant qu'étatisé. Mais la direction vers laquelle il faut s'orienter nous est maintenant connue. Les bases existent pour un programme autour duquel tôt ou tard l'unité pourrait se faire. Et c'est pourquoi nous mettons sans d'insistance, en France, à parler de programme. Nous ne songeons pas seulement aux élections de 1967 et aux convergences électorales auxquelles elles donneront lieu. Nous avons aussi la volonté de créer les conditions d'une unité durable.

Cela dit, tout ne s'arrête pas au programme, à la recherche théorique, à la

définition des solutions. Ce qui est essentiel c'est que le programme s'inscrive dans la réalité, qu'il inspire de nouvelles luttes et qu'il donne une nouvelle dimension aux luttes existantes. C'est ici que les choses deviennent singulièrement plus difficiles. Il ne suffit pas d'écrire que l'on « devrait » développer des mouvements pour le contrôle ou la participation à la gestion, que l'on « devrait » s'efforcer de créer des éléments de « contre-pouvoir » et d'ouvrir ainsi la voie aux réformes de structures. Il faut se préoccuper de savoir pourquoi ces mouvements sont encore limités et épisodiques et chercher patiemment les voies qui nous permettront de faire passer notre politique dans les faits.

La tentation est grande, sans doute, de tout expliquer par la « bureaucratisation » et la « social-démocratisation » des appareils. Ces formules ne recouvrent cependant qu'une partie de la réalité actuelle du mouvement ouvrier, et elles nous servent parfois d'alibi pour dissimuler nos propres faiblesses.

La propagande, c'est-à-dire l'exposé des idées, est une chose importante. Mais elle ne touche que des minorités. Ce n'est pas elle qui fait évoluer les masses : c'est la combinaison de la propagande et de l'expérience vécue.

Voilà pourquoi il nous faut toujours partir du cadre réel dans lequel agit la classe de travailleurs salariés, de ses espoirs véritables, de ses aspirations authentiques et non de ceux que nous pouvons généreusement lui prêter. Pour combattre le néo-stalinisme il faut chercher à comprendre sur quels sentiments il s'appuie encore en U.R.S.S. et pour avoir un espoir de secouer un jour nos social-démocraties européennes, il faut commencer par se demander pour quelles raisons des millions d'Anglais votent pour le Parti travailliste tel qu'il est aujourd'hui.

## INDONÉSIE

### Un coup d'Etat qui ne manque pas de consécration

**S**OEKARNO a-t-il vraiment consacré le coup d'Etat militaire du 12 mars ? Ou veut-il seulement durer en attendant que le vent tourne, qu'il puisse prendre une revanche sur les officiers qui l'ont gardé pratiquement prisonnier ?

Le fait est que l'homme qui, depuis plus de vingt ans, incarne et détient la légitimité nationale indonésienne, a accepté de fournir sa caution aux généraux anticommunistes. Il n'a pas dit un mot contre le putsch ; il devient, après coup, chef d'un régime qui s'édifie contre tout ce que lui-même, Soekarno, a représenté.

Il est trop facile de hausser les épaules et de considérer qu'il n'y a là qu'un folklore propre au Tiers Monde. Au contraire, ce qui se passe en Indonésie est — après d'autres événements récents, en Afrique — le signe que le Tiers Monde, loin de vivre sur son propre fonds, subit la pression de plus en plus active des forces qui se trouvent en dehors de lui.

Le coup du 12 mars, la résignation présente de Soekarno sont des étapes dans un processus infiniment sérieux : le retour progressif des grandes puissances dans les affaires des pays économiquement et techniquement attardés.

#### Avance sur le front du néo-colonialisme

Naturellement, il n'est pas question que les Pays-Bas reviennent, sous une forme quelconque, en Indonésie. Cet ancien colonisateur est hors du jeu. Et, du reste, il n'a que des raisons de s'en féliciter.

Mais les Etats-Unis voient se préciser de jour en jour les conditions d'un nouveau colonialisme, qui tire sa force du fait qu'ils apparaissent, dans l'état actuel des choses, comme la seule puissance à pouvoir offrir au Tiers Monde ce qui lui fait défaut : l'aide alimentaire et technique, les capitaux et les débouchés pour les matières premières.

Dans cette perspective, la guerre du Vietnam n'est qu'un épisode malheureux. Alors que la puissance militaire américaine est mise en échec par la résistance vietnamienne, la puissance économique américaine — sous ses aspects industriel, technique, agricole et même humanitaire — progresse en Afrique et en Asie sur un vaste front.

Cette puissance économique est servie par tous les moyens de la diplomatie, de l'intrigue politique et policière.

#### De Gaulle aussi

La leçon donnée par l'Indonésie est qu'un régime comme celui de Soekarno est incapable d'opposer une résistance efficace à la conquête invisible que poursuivent les Etats-Unis.

Pourquoi ? D'abord parce que la légitimité à la fois nationale et révolutionnaire s'y incarne dans un homme et non dans le peuple, dans des institutions populaires actives.

Cette raison primordiale est valable aussi bien en dehors du Tiers Monde. Regardons ce qui se passe chez nous : de Gaulle, justement parce qu'il prétend incarner par lui-même (et depuis 26 ans bientôt !) la légitimité historique française, empêche le peuple français de jouer le rôle qui pourrait être le sien et de faire toute la politique de ses moyens. Du même coup, de Gaulle, comme homme politique réel, se met dans l'incapacité de réaliser le programme dont il se prévaut.

#### Les ciseaux de Charlot

Mais il existe, dans le cas de l'Indonésie, un second facteur de faillite — qu'il n'est pas non plus impossible de déceler ailleurs. C'est l'attitude du parti communiste.

En Indonésie, le P.K.I., troisième P.C. du monde pour les effectifs, s'est associé passivement à l'expérience Soekarno. Il a accepté un rôle dans un attelage politique dont la raison d'être est son hétérogénéité : le pouvoir détenu naguère par Soekarno s'appuyait à la fois sur les forces de droite et les forces de gauche, jouait des uns contre les autres, les neutralisait l'une par l'autre.

Parfois, pour des raisons d'ordre, d'équilibre, de symétrie, de cohésion, l'une des deux ailes se voyait réprimée par la force. Ainsi, le Dar-

clam subit les rigueurs de la guerre. Ainsi le P.K.I. n'en est pas à sa première mauvaise surprise.

Soekarno procédait comme Charlot qui, ayant mis ses frusques dans sa valise, s'aperçoit qu'une jambe de pantalon ici, une manche de veste là, dépassent, et qui, avec des ciseaux, coupe tout ce qui déborde.

#### Les locomotives de Changhaï

L'absurdité du système, les communistes indonésiens l'admettaient au nom d'une théorie que Pékin a reprise à Staline et qui assura pendant de longues années le pouvoir de Tchoung Kai-shek.

Cette théorie veut précisément que, dans l'acheminement des peuples colonisés vers leur émancipation sociale, la « bourgeoisie nationale » détiennne sans contestation la légitimité nationale, jusqu'à ce que le prolétariat soit devenu assez fort pour s'emparer du pouvoir.

C'est au nom de cette théorie que les militants communistes de Changhaï ont été brûlés vifs dans les foyers des locomotives (comme le rappelle « La Condition humaine ») et que les militants communistes indonésiens ont attendu, toujours loyaux envers Soekarno, que les soldats de Suharto et Nasution les massacrèrent par milliers.

Maintenant encore, le P.K.I. se garde de contester la légitimité de Soekarno. Pas plus aujourd'hui qu'il y a six mois ou un an, il ne met en avant les mots d'ordre et la politique qui visaient à faire surgir une forme de pouvoir populaire.

Par là-même — et dans la même mesure que Soekarno lui-même — le communisme indonésien « consacre » lui aussi le coup d'Etat du 12 mars.

Paul Parisot. 7

## GRÈVES

## Divergences syndicales

Tandis que les syndicats s'élèvent contre les conclusions du rapport de la commission sociale du V<sup>e</sup> Plan limitant de 38 à 40 p. 100 la progression du taux des prestations — ce que la C.G.T. et la C.F.D.T. considèrent comme une « police des prestations sociales » complétant cette « police des salaires » qu'est la « politique des revenus » — les grèves se poursuivent tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Après la récente grève de l'E.G.F. qui a été très suivie et le mouvement des « roulants » de la S.N.C.F., qui a entraîné autant de perturbations que la précédente grève générale des cheminots, des arrêts de travail sont prévus chez les postiers (du 31 mars au 2 avril), chez le personnel des autobus parisiens (le 1<sup>er</sup> avril) et à Air France.

Il faut noter toutefois que, dans les P.T.T. et à la R.A.T.P., les syndicats ne sont pas unanimes, F.O. ne participant pas aux mouvements lancés par la C.G.T. et la C.F.D.T.

A la R.A.T.P. comme à la S.N.C.F., Force Ouvrière se déclare opposée à des actions de caractère catégoriel (il est apparu qu'après la grève du métro, une nouvelle grève de l'ensemble du personnel des transports parisiens ne pouvait être envisagée).

Dans les P.T.T., la Fédération F.O. — qui n'a pas participé aux récents débrayages — attaque violemment la C.G.T. et la C.F.D.T. On sait d'ailleurs que les rapports entre les syndicats sont très mauvais dans ce secteur d'où est partie, en 1946, la scission Force Ouvrière.

Particulièrement cruciales chez les postiers, les divergences syndicales

existent dans l'ensemble de la fonction publique. C'est ainsi que les fonctionnaires F.O. et la F.E.N. — qui ne sont pas hostiles pour autant à toute unité d'action — ont renoncé à manifester le 29 mars, estimant « que la journée du 20 mars n'était pas de nature à infléchir l'attitude inadmissible du gouvernement ». Ces organisations prépareraient un mouvement de plus vaste envergure pour la deuxième quinzaine d'avril.

Des considérations semblables ont amené les employés F.O. des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales à refuser de participer à la grève du 24 mars lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T. On remarquera toutefois que les trois syndicats se trouvent d'accord pour appeler à la grève les personnels de la Défense nationale et les agents de l'Assistance publique de Paris, le 29 mars.

Dans le secteur privé, F.O. pratique plus volontiers l'action commune avec les autres organisations. Dans le bâtiment et les travaux publics, les fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont décidé une grève le 31 mars pour protester contre le refus du patronat d'accepter des négociations en vue de la conclusion de nouvelles conventions collectives.

En attendant, gouvernement et patronat font le gros dos. Ils espèrent que les mouvements revendicatifs s'enliseront avec la trêve pascale. Mais déjà les trois fédérations de la métallurgie annoncent pour le 15 avril une journée d'action comportant des arrêts de travail de quatre heures.

M. C.

## CONTROVERSE

## L'appropriation collective de l'autofinancement

Dans « Tribune Socialiste » du 12 mars, le camarade Jean Todure nous a présenté son opinion sur la question mise à l'ordre du jour par le gouvernement, à savoir l'attribution d'actions gratuites aux travailleurs de l'entreprise lorsqu'il y a autofinancement. Cette question me paraît extrêmement importante, et je voudrais donner mon opinion.

Je suis d'accord avec Todure pour prendre une attitude positive sur cette question, mais je voudrais expliquer cette attitude positive différemment qu'il ne le fait. En effet, notre camarade part d'une conception de la théorie et de la pratique socialistes qui est bien vague.

« La théorie, dit-il, c'est, pour les socialistes, que l'intérêt général, celui du plus grand nombre, l'emporte et doit l'emporter sur celui de la minorité des privilégiés... »

Cette définition de la théorie socialiste est bien vague et on ne voit pas ce qu'elle a de socialiste. Tous les gouvernements affirment que l'intérêt général doit l'emporter sur les intérêts particuliers, privilégiés ou non. Tous affirment que l'intérêt du plus grand nombre doit l'emporter sur les minorités privilégiées. Aussi, je voudrais définir autrement la théorie socialiste relativement à la question posée.

La théorie socialiste, c'est l'abolition de la propriété privée des moyens de travail comme condition nécessaire de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la gestion démocratique des forces productives.

Telle étant la théorie socialiste, la question qui se pose relativement au problème en discussion est celle-ci : l'attribution d'actions gratuites aux travailleurs est-elle un moyen d'aller vers l'abolition de la propriété privée des moyens de travail et la gestion démocratique des forces productives ?

Ainsi posée, la question s'inscrit parfaitement dans la perspective socialiste. Quelle réponse allons-nous lui donner ?

Ma réponse sera positive. Je crois, en effet, qu'il y a là un moyen d'aller vers l'abolition de la propriété privée des moyens de travail et de parvenir

à la gestion démocratique des forces productives. Naturellement, ce n'est pas le seul moyen, ni le plus rapide. Mais c'est un moyen, et les socialistes ne doivent pas le dédaigner, d'autant plus qu'il n'exclut pas les autres.

Dans la mesure où une entreprise investit les profits réalisés, les travailleurs sont en droit de revendiquer cet investissement car les profits de l'entreprise sont le fruit de leur travail. Que, pour des raisons de conjoncture financière, on abandonne une partie de cet investissement aux actionnaires, cela peut se comprendre. Par contre, il serait incompréhensible que les travailleurs n'en bénéficient pas. Aussi l'idée de donner aux travailleurs des actions gratuites à chaque investissement réalisé par l'autofinancement est à retenir. Bien mieux, elle doit être une revendication socialiste, car elle constitue à la fois un acte de justice sociale et un moyen d'aller au socialisme. Un acte de justice sociale, parce qu'on donne aux travailleurs un droit de propriété sur une entreprise dont le développement est leur œuvre. Un moyen d'aller au socialisme, parce que l'accumulation des actions remises aux travailleurs finira par l'emporter sur celles des actionnaires.

Supposons une entreprise dont le capital investi soit de 1.000.000 F, dévolu par des actionnaires. Avec un taux de profit de 10 p. 100, cette entreprise réalise un profit total de 100.000 F. Supposons qu'elle distribue 50.000 F aux actionnaires et investisse les 50.000 autres F. Le capital investi passera alors à 1.500.000 F, qui, au taux de 10 p. 100, donnera un profit de 150.000 F. Si l'entreprise continue à distribuer 50.000 F aux actionnaires et à investir le reste, soit 55.000 francs, le capital total passera à 1.105.000 F et donnera un profit de 110.500 F, toujours au taux de 10 p. 100, en continuant toujours de la même manière, en douze ans, le total des profits investis dépasse la grandeur du capital initial : 1.069.210 F contre 1.000.000 F.

Si les travailleurs recevaient, par exemple, 50 p. 100 des profits investis, en douze ans ils détiendraient 25 p. 100 du capital total de l'entreprise. Et en poursuivant le même procédé,

ils finiraient bien vite par détenir la majorité absolue des actions.

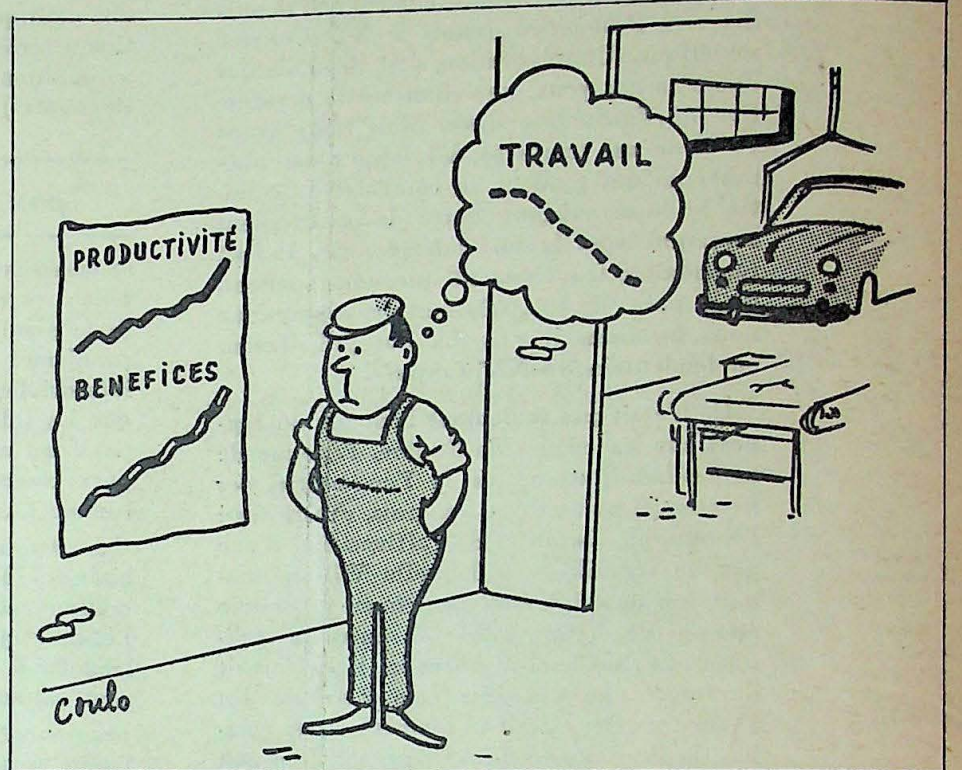
Comme on le voit, il y a bien là un moyen pour les travailleurs de devenir collectivement propriétaires de leur entreprise et, par conséquent, de la gérer. Sans doute ce moyen est-il plus lent que la nationalisation ou l'expropriation pure et simple. Il n'en est pas moins un moyen.

Ceci étant, il reste à déterminer comment seront réparties les actions entre les travailleurs. Faut-il les remettre aux travailleurs eux-mêmes, comme cela se fait déjà ? Ce serait une grave erreur, pour deux raisons. La première, c'est que les travailleurs n'hésiteraient pas à vendre leurs actions s'ils avaient besoin d'argent, perdant ainsi le bénéfice de leur propriété. En outre, ces actions vendues peuvent très bien être achetées par des capitalistes. Enfin, si le travailleur change d'entreprise, il risque de se trouver en possession d'actions d'entreprises différentes, dans

largement théorique. En effet, au bout de 10 ans, on risque fort de se trouver très en-deça du résultat qu'il cite. Pour deux raisons :

— il n'est pas certain que le taux de 10 p. 100 de profit soit fréquemment réalisé. Avec un taux plus bas l'appropriation ouvrière du capital serait plus lente. 20 ans, 30 ans ?

— surtout, au bout de 15 ou 20 ans, bien des travailleurs auront quitté l'entreprise et cherché à user des droits qu'ils auront acquis sur son autofinancement (en obtenant le paiement en capital ou en retraites des droits ainsi acquis). De sorte que la part du capital conservé par les travailleurs sera moins forte que ne le prévoit le calcul de Rimbart. Ce calcul ne serait exact que si les parts d'autofinancement restaient à perpétuité entre les mains de la Caisse



lesquelles il ne travaille pas. Or le socialisme, c'est l'abolition de la propriété et non le changement de propriétaire. Cette méthode équivaldrait tout simplement à faire participer les travailleurs aux bénéfices de l'entreprise, mais ne constituerait pas un moyen d'aller au socialisme, ni à la gestion démocratique des forces productives. La deuxième raison, c'est qu'il y a des activités économiques qui ne sont pas rentables, d'autres qui le sont d'une manière inégale. Les travailleurs de ces activités n'auraient donc jamais d'actions gratuites ou en auraient beaucoup moins. Ce qui créerait une inégalité sociale parmi les travailleurs, inégalité qui contribuerait à faire renaitre le capitalisme.

Pour éviter ces inconvénients, il faut, et ici je suis d'accord avec Todure, centraliser toutes les actions distribuées aux travailleurs dans une caisse nationale. Cette caisse nationale serait la propriété de tous les travailleurs, je dis bien de tous, et pas seulement de ceux qui travaillent dans les entreprises ayant distribué des actions gratuites à leur personnel. Ce serait une caisse dans le genre de la Sécurité sociale, qui serait gérée démocratiquement par les travailleurs.

Une autre question se pose : qu'est-ce que la caisse fera des actions qu'elle gère et des dividendes qu'elle en tire ?

Ici, je ne suivrais pas Todure, ni dans son idée d'investissement, ni dans celle de répartition de fonds aux travailleurs au bout d'un certain temps. Les actions, la caisse doit les garder et s'en servir pour participer à la gestion des entreprises dont elle détient des actions. Et cette gestion, elle peut la faire par l'intermédiaire des travailleurs de l'entreprise intéressée, puisque ceux-ci seront membres de la caisse nationale. Quant aux fonds provenant des dividendes touchés, il faut, en priorité, en faire bénéficier les travailleurs sous la forme suivante : amélioration des retraites, prêts gratuits et investissements sociaux.

Pierre Rimbart.

REPOSE. — Pierre Rimbart étant d'accord avec les propositions pratiques que j'ai formulées, je ne vois pas de raison particulière de revenir sur ce point. En revanche, je crois nécessaire de formuler deux réserves sur sa lettre :

1) L'exemple chiffré qu'il cite est

nationale d'autofinancement qui les gèrera ; mais, dans ce cas, cette Caisse ne pourrait verser aux salariés que l'intérêt du capital qu'elle aurait conservé, c'est-à-dire sensiblement moins.

2) Rimbart donne une définition restrictive — parce qu'ancienne — du socialisme. A mon avis, celui-ci ne se définit pas seulement par l'appropriation collective des moyens de production ; de quels moyens, d'ailleurs ? Tous ou seulement les pôles de domination économique ? Ou entre les deux.

Le socialisme a d'autres objectifs essentiels : la satisfaction effective des besoins humains primordiaux ; l'accession de tous au pouvoir économique et politique ; la répartition la plus égalitaire possible des richesses ; la solidarité internationale effective ; la recherche d'une élévation des valeurs humaines (culture, sens des responsabilités...). On parlera fort heureusement de tout cela à Grenoble, et pas seulement de l'appropriation des moyens de production (pour laquelle je suis, bien sûr, dès lors qu'il s'agit de secteurs décisifs de la vie économique et à condition que les secteurs enlevés aux propriétaires privés soient gérés démocratiquement).

Jean Todure.

Tribune Etudiante n° 3  
mensuel des étudiants du P.S.U.  
est paru

- Au sommaire :
- Editorial du Secrétaire national étudiant.
- L'appropriation collective de l'autofinancement.
- Le réveil des étudiants américains.
- La bibliothèque Renault.
- Tarzan, par Hogarth.

et TOUS LES TEXTES VOTES PAR LA CONFERENCE NATIONALE ETUDIANTE.

Les commandes sont à passer à « T. E. », 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>.

Règlement par versement postal à Michel Capron, C.C.P. Paris 4944-96.

MÉDECINE

# Que veulent les jeunes médecins ?

Le Centre national des jeunes médecins a été fondé, il y a plus d'un an, par plusieurs centaines de jeunes médecins, venus d'horizons politiques et professionnels différents, qui se trouvaient confrontés aux problèmes de leur vie professionnelle. Ils avaient en commun la conviction que seuls d'audacieuses réformes de structure pouvaient répondre aux contradictions actuelles de la profession médicale.

Leur initiative a eu un écho certain : en un an, les effectifs ont grossi et aujourd'hui le C.N.J.M. a acquis droit de cité dans la presse médicale comme dans la grande presse d'information.

Il nous a paru intéressant, à quelques semaines de leur premier congrès, de demander des précisions au docteur Jean Carpentier, président du C.N.J.M.

**T.S. — Pouvez-vous nous donner d'abord les raisons de la création du C.N.J.M., ou plus précisément ses idées théoriques de départ ?**

**Dr Carpentier.** — La création du C.N.J.M. correspond à une réflexion à trois niveaux : aux niveaux de la pratique professionnelle, de la pratique syndicale et de la pratique politique.

Au niveau de la pratique professionnelle, il apparaît très clairement que la médecine de demain (et même d'aujourd'hui) est une médecine d'équipe, qui sous-entend médecine organisée, qui sous-entend profondes réformes organisationnelles mettant en cause les principes sacro-saints de la médecine « libérale ».

Telle est l'exigence d'une médecine satisfaisante du point de vue de l'efficacité, du point de vue intellectuel, moral, matériel, du point de vue de la garantie de la meilleure solution pour le malade, etc. L'attirance des jeunes pour les formes de médecine de groupe, de centre de santé, d'hôpital en fait foi : seules les arrêtent un certain nombre de difficultés concrètes actuelles dont nous reparlerons peut-être. Font foi aussi de cette réalité ces mêmes expériences que nous qualifions, du point de vue de leur développement et de leur contenu, « d'avant-garde », si limitées soient-elles encore : équipes hospitalières, secteurs psychiatriques, centres de santé, polyclinique de la Feuilleraie (à Marseille), cabinets de groupe, groupes Balint (1), centres sanitaires ruraux...

La deuxième réflexion se situe au niveau du syndicalisme ; elle concerne les limites du syndicalisme de pure contestation dans la mesure où il débouche au fond sur le corporatisme. Le rejet de cette forme de syndicalisme est d'autant plus net chez les jeunes médecins que, chez nous, le syndicalisme de pure contestation revient à défendre avec plus ou moins de force, mais pied à pied, certains principes de la médecine libérale traditionnelle qui sont condamnés par les progrès scientifiques, techniques, sociaux. Or, s'il ne s'agit pas de condamner en bloc ces principes, il s'agit pour le moins d'en faire une critique serrée et d'élaborer un statut du médecin qui corresponde aux données de notre époque. Ceci est d'autant plus important et urgent que les technocrates actuels voient très bien ces problèmes et tentent de les régler sans la participation des médecins et des usagers et sur leur dos, à moindres frais, à minima : témoins, la réforme des études médicales, le secteur psychiatrique actuel, le décret du 12 mai 1960 sur la convention type.

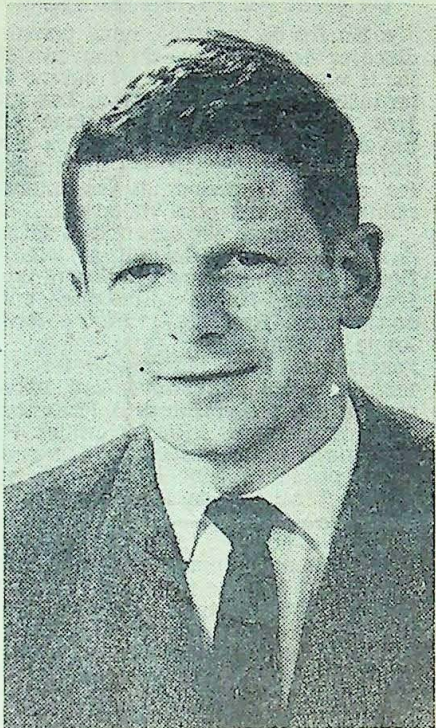
Par conséquent, s'il doit y avoir une activité syndicale, dans le sens premier de défense des intérêts matériels et moraux des médecins, au moins si elle veut avoir quelque chance d'efficacité, doit-elle se dérouler sur une ligne qui ne soit pas techniquement condamnée ; et ceci quelles que soient les incompréhensions et les difficultés actuelles dans le milieu, savamment entretenues par les différents courants du libéralisme traditionnel.

La troisième réflexion se situe au niveau politique. Elle est évidemment

liée aux deux autres : ce que nous voulons c'est une médecine organisée en service public autonome, décentralisée le plus possible, strictement cogérée, c'est-à-dire une organisation socialiste de la Santé. Ceci, bien entendu, dans la mesure où le socialisme est l'accomplissement de la démocratie.

Le C.N.J.M. est une organisation constituée par des gens de traditions politiques et religieuses différentes, mais unis sur cet objectif fondamental et décidés à entamer le processus et à le mener jusqu'au fond (ici compte évidemment le facteur temps, le facteur intensité des luttes dépassant largement le milieu).

Nous voulons faire en sorte que les initiatives quasi individuelles, isolées (y compris quand elles se situent au niveau municipal, voire intercommu-



**Le Docteur CARPENTIER :**  
« Le C.N.J.M. est un mouvement d'action et un groupement d'études. »

nal) de médecine organisée, soient sous-tendues par un mouvement politique, chez les médecins, qui les intègre et les aide à se développer : ainsi elles ne seront pas reléguées au niveau de la « médecine sociale » (ce qui arrive à certaines consultations à l'hôpital, à certains centres de santé, par exemple), ou tout simplement assimilées par le système actuel qui les dépouillera de leur caractère progressiste et conquérant (ce qui arrive à un certain nombre de cabinets de groupe).

**T.S. — Ne pensez-vous pas que le milieu médical soit un milieu particulièrement difficile, résistant aux changements ?**

**Dr Carpentier.** — Je pense effectivement que l'entreprise est difficile et que son développement véritablement efficace exige qu'elle soit à plus ou moins court terme liée au développement d'autres luttes du même type dans le pays.

Néanmoins la profession traverse une crise profonde dont témoignent les batailles qui se succèdent concernant les conventions. Beaucoup de médecins, en particulier ceux de la jeune génération pour qui ces problèmes sont d'évidence plus aigus, voient l'inéluctabilité de ces changements et que le problème qui se pose pour eux est plus un problème de garantie d'une situation matérielle et intellectuelle correcte qu'un problème d'idéal libéral dont on leur rebat les oreilles de la première année d'études à la retraite : en témoignent les multiples demandes de jeunes dès que se crée une initiative de médecine d'équipe.

Plus difficile serait l'entreprise, encore faudrait-il l'entreprendre. La pratique qui consiste à s'intégrer dans les organismes traditionnels dé-

pendant pied à pied les principes classiques, n'est pas forcément à rejeter en bloc. Mais cela ne mène qu'à des résultats partiels. L'intérêt que les gens portent au C.N.J.M., qui n'existe que depuis un an, montre que nous avons beaucoup de raisons de travailler dans ce sens. D'autant plus qu'existe une organisation de droite puissante, bavarde et qui « a des moyens » : l'U.S.M.F.-U.N.A.M. (2).

**T.S. — Comment ces idées peuvent-elles se traduire dans la pratique, ou autrement dit, comment travaille le C.N.J.M. ?**

**Dr Carpentier.** — Cela se traduit en pratique à deux niveaux. Le C.N.J.M. fonctionne comme groupement d'étude et comme mouvement d'action. Tant il est vrai que notre objectif final est le socialisme, tant il est vrai aussi que celui-ci reste à définir, à inventer surtout dans un pays comme le nôtre à haut développement technico-économique ; doivent être étudiés minutieusement tant la réalité actuelle, que le projet socialiste, que les moyens d'y parvenir, les formes de structures progressives ou radicales... Ceci donne lieu à toute une série de travaux dans le C.N.J.M. (Sécurité sociale, hospitalisation, médecine dispersée, définition des besoins, la demande en médecine, la recherche médicale, etc.) et de rencontres ou de travaux communs d'autres organisations, en particulier avec le G.E.R.M.M. (Groupement d'Etude et de Recherche Moderne) dont les préoccupations sont extrêmement proches des nôtres.

Dans le même temps apparaît une exigence d'action, d'intervention, qui non seulement est notre raison d'être

mais encore est indispensable aux progrès de notre travail de recherche : c'est dans cet esprit que nous sommes intervenus par exemple au moment des présidentielles ou lors de la semaine de défense de l'hospitalisation publique, si insuffisantes qu'aient pu être ces interventions. De toute manière il nous faut éviter les deux écueils de l'activisme et du travail théorique replié sur lui-même, qui mènent tous les deux aux mêmes errements devant les problèmes concrets.

Le premier congrès qui aura lieu à Paris les 23 et 24 avril, et dont le thème central sera « la planification sanitaire », devra être une étape importante dans la mise au point de ces lignes : recherche et action.

Il faut ajouter, ce qui me paraît être la condition « sine qua non » de notre travail, la nécessité de nous organiser, de faire des adhésions, de créer des groupes à Paris et en Province : la préparation du congrès doit être une bonne occasion pour cela et j'espère que vos lecteurs sauront prendre toutes les initiatives possibles sur ce plan (3).

(1) On appelle ainsi des groupes de travail de médecins de toutes disciplines, qui étudient en commun avec un psychiatre, les problèmes psycho-somatiques de leurs malades.

(2) L'Union syndicale des Médecins de France, née d'une scission de la Confédération des syndicats médicaux français. L'Union nationale pour l'avenir de la médecine est l'organisme de relations publiques de l'U.S.M.F.

(3) Renseignements pratiques et abonnements au Bulletin de coordination du C.N.J.M., 134, rue du Temple, Paris-3.

## ALSACE

# Au mépris du souvenir

Les thuriféraires de de Gaulle le nomment souvent « le premier résistant de France ». On pourrait penser que, dans ces conditions, le pouvoir penserait à régler la situation de celles et de ceux qui, aujourd'hui encore, portent, dans leur chair, les conséquences effroyables des camps de concentration. En Alsace, l'occupation nazie se fit plus dure encore que dans le reste de la France, par suite de la volonté des nazis de régler « pour toujours » la « question d'Alsace-Lorraine ». La répression s'est exercée de mille et mille manières. Les familles dont les pères ou les fils ont été incorporés de force dans l'armée nazie ont été décimées lorsqu'il y avait ce que les nazis appelaient « la désertion ». Nous ne citons que ce cas, parmi des dizaines d'autres, pour faire toucher du doigt à nos lecteurs quelles complications — reconnues explicitement par les différents ministres des anciens combattants et victimes de guerre — présentent, à l'égard des statuts des déportés et des internés, les situations très différentes des déportés, internés, résistants alsaciens.

Pour démontrer quelle est l'inertie du gouvernement « du premier résistant de France » vis-à-vis de « sa chère Alsace », la vanité de ses promesses — comme à propos de « l'année sociale » — et de celles des parlementaires d'Alsace et de Lorraine, nous publions, à titre indicatif, l'essentiel d'une résolution de l'organisation la plus représentative des victimes du nazisme : « la Fédération nationale des déportés, internés, résistants, patriotes », fédération qui a ses prolongements dans nos trois départements.

C'est une protestation « solennelle et énergique » contre :

« 1° le fait que, malgré toutes les promesses ministérielles et celles non moins formelles des parlementaires alsaciens et lorrains faites à cinquante-trois organisations, le 24 juin 1964 — il y a donc plus de vingt mois — lors d'une réunion présidée par M. Mondon (indépendant à la Giscard d'Estaing - la Réd.), député-maire de Metz, à la préfecture du Bas-Rhin, à Strasbourg, aucune, absolument aucune des trois commissions parlementaires (prévues pour examiner la situation spéciale des trois départements d'Alsace et de Lorraine, créée par l'occupation nazie) ne s'est, jusqu'à ce jour, réunie.

« 2° les lenteurs ou même le silence obstiné des instances administratives, voire ministérielles, vis-à-vis, non seulement des réclamations justifiées de citoyennes ou de citoyens et de

leurs organisations, mais encore à l'encontre de rappels adressés au ministère par le tribunal administratif de Strasbourg. C'est ainsi que l'instance judiciaire citée se voit obligée de déclarer officiellement, aux avocats, que le silence du ministre entrave et bloque même le fonctionnement de la justice, puisque ce tribunal ne peut rendre aucun jugement sur des affaires entre les victimes du nazisme et l'Etat français, affaires dont le tribunal a à connaître et qui sont pendantes devant le tribunal depuis plus d'un an.

« 3° Contre les injustices flagrantes et insupportables résultant des différences de statuts — pour ne prendre qu'un exemple — entre celui des déportés politiques et des déportés résistants, alors que les uns et les autres, dans les prisons ou les camps d'extermination, ont été sans aucune distinction et au même degré, les victimes des brutalités et de la terreur nazies.

« Devant la situation résumée très limitativement dans les trois paragraphes précédents, la Fédération du Haut-Rhin invite, très fraternellement et dans l'esprit de la Résistance, toutes les organisations qui en relèvent, à forger un front d'unité d'action, seul susceptible de faire respecter le droit et l'équité. »

Nous n'ajouterons aucun commentaire.

L. F.

## ● Un stage de l'A.D.E.L.S.

Un stage de l'A.D.E.L.S. sur « l'aménagement et l'équipement des villes ».

Les principaux sujets abordés seront :

- le fait urbain ;
- la ville et son environnement ;
- la planification urbaine ;
- moyens législatifs et financiers ;
- les moyens d'une action pratique au plan local ;
- la participation des citoyens.

Du samedi 14 mai à 16 heures au vendredi 20 mai à 14 heures, au Centre d'éducation populaire de Montigny-Condé (Seine-et-Marne).

Logement et nourriture : 4 F par jour. Remboursement de 50 % des frais de transport. Bénéfice éventuel du congé cadre jeunesse.

Renseignements et inscriptions à l'A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6°).

# J'ÉTAIS A BARCELONE

Une  
interview  
de  
Claude  
Glayman

L'Espagne bouge, cela nous le savons depuis longtemps. Mais depuis quelque temps, nous savons aussi que les étudiants sont au cœur de ce mouvement. Le 9 mars dernier, environ 600 étudiants, quelques intellectuels, des journalistes se réunissent au couvent des capucins de Sarría, à Barcelone. Le but de cette réunion : après discussion de statuts, amendements et votes, confirmer l'existence et le rôle du « Syndicat Libre des Etudiants » de Barcelone. Mais le 9 mars, la police est sur les

lieux; comme elle ne peut forcer l'entrée du couvent, elle établit aux alentours un cordon de forces de l'ordre, exigeant des étudiants qu'ils sortent et remettent leurs cartes universitaires. Les étudiants refuseront jusqu'au 11 mars à midi. Entre le 9 mars et le 11 mars, le couvent est en état de siège. La presse mondiale, les radios et T.V. s'emparent de l'affaire et la font connaître. Pour le gouvernement du général Franco c'est une grave crise qui met en jeu à la fois le mouvement étudiant et plus généralement

l'Université espagnole dans son ensemble, et d'autre part l'Eglise. Le dimanche 13 mars, du haut des chaires, les prêtres de Barcelone commentent les textes pontificaux sur la liberté syndicale. Nous avons pu rencontrer longuement plusieurs étudiants espagnols, dont certains ont participé directement au siège de Sarría. Nous rapportons ici le récit de ces deux journées glorieuses et l'analyse politique que les intéressés eux-mêmes tirent de cette nouvelle étape dans la lutte pour la liberté de l'Espagne.

## Récit d'une jeune Espagnole

Devant moi, une jeune étudiante espagnole. Jolie et discrète. Emouvante et sobre. Elle parle, un étudiant traduit. De temps à autre, je demande un supplément de précisions. Trois heures durant, Barcelone et le couvent s'animent devant mes yeux. Un croquis facilitera l'explication. Après la description, nous engagerons un dialogue sur la signification politique de l'affaire qui permettra d'en mieux saisir le sens et d'en estimer plus exactement l'importance.

### Le syndicat libre passe à l'action

« Durant l'été 1965, les responsables étudiants discutent et élaborent des projets de statuts du syndicat. En janvier 1966, le projet est transmis à l'ensemble des étudiants de l'Université de Barcelone. A tous les niveaux, amendements, votes, débats. C'est cela la démocratie.

« Puis l'heure de la décision est fixée. Quelque cinq cents délégués de toutes les facultés et écoles se réuniront. De ces assises prévues pour le 9 mars doivent sortir des statuts définitifs et un manifeste pour une université démocratique.

« Nous avons invité des intellectuels et professeurs. Ce seront surtout des assistants qui se joindront à nous. Les titulaires sont plus réservés, du moins quant à une participation directe, certains adhèrent, d'autres demeurent indécis. Lorsque la police nous aura encerclés, les professeurs seront unanimes...

« A l'origine, nous avions songé à utiliser un local de l'Université. Mais cela n'aurait pas été suffisamment sûr. Nous avons alors laissé courir le bruit d'une réunion à l'abbaye de Montserrat.

« Manœuvre de diversion, car nous voulions éviter au maximum de diffuser le lieu exact de notre rencontre. Seuls les principaux responsables savaient. Une demi-heure seulement avant le début de l'assemblée, les délégués d'amphi furent mis au courant. Par petits groupes, ils se rendirent au couvent de Sarría. C'est un « couvent de gauche », nous avions obtenu l'accord préalable des moines.

« Inutile, cependant, de vous dire que la police était prévenue. Le 9 mars, donc le jour J, à l'école d'ingénieurs, les appariteurs réclamaient les cartes d'étudiant. Précautions prises, lorsque les autorités craignent quelque chose. Le délégué de la Faculté des Sciences économiques se rendit compte qu'il était suivi par une voiture de la police. Il préféra ne pas assister à la réunion. Mais, sans doute, d'autres étudiants furent filés qui ne se rendirent pas compte de la filature... »

### Les meetings du couvent

Comme dirait F.-G. Lorca, ce fut à cinq heures que le 9 mars tout débuta.

« La réunion a commencé à 5 heures de l'après-midi. Parmi les présents, les deux grands poètes catalans Espriu et Oliver, l'architecte Rubiu, les professeurs Sacristan et Calbo, ce dernier récemment expulsé à vie de l'Université de Madrid. Pour les représentants étudiants d'autres villes, je suis certain de la présence de celui de Valence, mais beaucoup moins pour Madrid et Séville que la presse a mentionnés. En plus, des journalistes se trouvaient parmi nous, un délégué suisse de la C.I.E. (1) et un envoyé des étudiants américains. Ces deux amis étrangers étaient venus expressément pour assister à notre assemblée.

« Encore un point que j'ai omis de vous préciser. Tous les documents à usage interne étaient rédigés en catalan et en castillan. La conception bilingue du syndicat est, en effet, capitale... »

« La réunion, proprement dite, se déroule sans histoires. On lit et approuve les statuts et le manifeste. Lecture est donnée des adhésions par messages. Puis les personnalités prennent la parole, toutes exprimeront la gratitude de la société espagnole pour l'œuvre que nous accomplissons. Aucun moine dans la salle, mais nous remercions les Capucins pour leur hospitalité.

« Dehors le temps est beau. Vers 19 h., la réunion se termine. Positive... Nous nous dispersons, quittons la Salle d'Actes du couvent, traversons la cour pour emprunter la petite porte de sortie. Le premier de nos camarades à la franchir est alors harponné par des policiers qui littéralement lui arrachent sa carte d'étudiant et le renvoient ensuite du côté de la ville... En réalité, la police était sur les lieux depuis le début, mais nous ne nous en étions pas souciés. Une dizaine de jeeps, un car de « gendarmes », de la police montée — environ une cinquantaine — quelques voitures de la « secrète », trois commissaires qui se relaient, sans cesse, afin qu'il y en ait toujours un sur les lieux... »

### Le siège

« Lorsque nous nous rendons compte de la situation, nous décidons de rester, de ne pas sortir. Phénomène important, la décision est prise à l'unanimité. Dans ce genre d'affaires, jusqu'à présent, on ne pouvait pas compter sur l'unanimité des étudiants. Les intellectuels et les professeurs qui parlementent avec la police obtiennent l'autorisation de regagner leur domicile sans autre forme de procès. Devant notre décision, ils se solidariseront et demeureront avec nous. Seuls, les représentants de la presse nous quittent. Aussitôt nous tenons une première assemblée, une motion sera votée : les étudiants déclarent s'engager à rester à l'intérieur du couvent le temps qu'il faudra. Un camarade qui s'aventurait trop près de la porte extérieure est happé par des policiers.

« Il s'agit, maintenant, d'organiser la soirée. Des variétés au programme pour soutenir le moral. Les moines sont d'accord, ils se chargent de diverses commissions par téléphone. Ils séjourneront dans les autres salles du couvent, nous dans la nôtre. Pour la nourriture, il y a un problème, seules quarante personnes pourraient dîner convenablement. Le garde-manger des Capucins n'avait pas prévu le coup. Ceux qui sont les plus affamés formeront le contingent des privilégiés. Mais à 1 heure du matin, une soupe sera servie pour tout le monde. On improvise des endroits pour dormir. Pour ma part, je dormirai dans un grand fauteuil, la tête posée sur une table.

« Durant la nuit, trois étudiants s'enfuieront par le mur qui limite un terrain de football, la police n'avait pas tout surveillé. Deux réussirent, le troisième se fera coincer. Désormais, l'encerclement est complet.

« Le lendemain à 10 heures, nouvelle réunion. On a opéré un décompte exact des vivres disponibles. Les moines se chargeront de se procurer en ville le complément nécessaire. D'après le bilan, nous pouvons envisager de rester jusqu'au dimanche au plus tard. D'ailleurs les moines sortent, fouillés et interpellés par nos gardes, ils dissimulent nos messages pour l'extérieur, sous la semelle de leurs sandales. Les policiers n'y verront que du feu ; 27 kg de pain sont ramenés au couvent.

« La police décide d'interdire tout trafic. Le supérieur et ses yaourts vont brousser chemin. Nous prendrons le petit déjeuner, par facultés

et par ordre alphabétique. Un verre de lait et un morceau de pain.

« Nous apprenons que, dès jeudi matin, une assemblée générale des étudiants s'est tenue à l'Université. La grève générale des cours a été décidée. Or tout l'encadrement se trouvait au couvent, donc c'est spontanément que la masse des étudiants s'engage à nos côtés. Le temps des seules minorités agissantes a disparu, pour faire place à une disponibilité de l'ensemble des étudiants. Cette mutation sera très importante pour l'avenir. »

### Un jeudi pas comme les autres

« En fin de matinée, nous pouvons disposer des terrasses du couvent. De là, il nous est possible de suivre les tentatives de manifestation. Les autres étudiants entendent nous appuyer concrètement. Toutes les tentatives sont dispersées les unes après les autres. L'après-midi les mouvements se feront plus violents...

« Un colloque est organisé, traitant des rapports entre la culture scientifique et la culture philosophique. L'architecte Rubiu prononce une conférence. Bref, le siège se développe à l'intérieur, se développe à l'extérieur. Par l'intermédiaire des moines, nous pouvons encore transmettre des télégrammes à l'intention des organisations internationales. Par eux, nous nous procurons des pellicules photographiques. Mais les autorités font couper le courant et le téléphone...

« La deuxième nuit est engagée. Matériellement mieux préparée, nous disposons tous d'un coin de couverture. Des moines céderont leurs lits aux professeurs... Vers 21 heures nous pouvons entendre la radio française évoquer notre aventure ; nous

## Le feu aux poudres

### ● MADRID

15 mars : 3.000 étudiants accompagnés par des intellectuels renommés se réunissent en une assemblée libre dans l'amphithéâtre principal de l'Université. Ils manifestent leur solidarité avec les étudiants de Barcelone et décident de convoquer des élections libres avec le but de constituer, dans le plus bref délai, un Syndicat démocratique d'étudiants de Madrid.

Les intégristes catholiques font circuler un tract où l'on peut lire :

« Ceux qui soutiennent les étudiants de Barcelone ne peuvent être appelés Espagnols. Ils répondent à des consignes internationales qui viennent de Moscou ou du Vatican. »

### ● BILBAO

14 mars : la J.E.C. (Jeunesse étudiante catholique) publie un bulletin où elle proteste énergiquement contre les informations tendancieuses parues dans les différents journaux nationaux. La J.E.C. demande à ses militants de chercher « le chemin à suivre pour arriver à des structures politiques plus justes ».

apprenons également que deux camions de vivres envoyés par Caritas ont été bloqués par la police.

« Une rencontre a lieu entre le supérieur du couvent, l'archevêque et le gouverneur de Barcelone. L'archevêque feint d'ignorer l'affaire, mais n'autorise pas l'entrée de la police. Au surplus, il s'agit d'un ordre monastique qui ne dépend pas de sa juridiction. On tourne en rond... »

### La police viole le couvent

« Vendredi, vers midi, nous siégeons en réunion dans la Salle d'Actes. La police profite de notre concentration et force la porte d'entrée. Au seuil de la Salle d'Actes tentative de dialogue. Le délégué qui parlemente avec le commissaire est, rapidement, entouré par plusieurs policiers, ceinturé, frappé ; sa carte universitaire arrachée. Nous sommes au bord de la bagarre générale. Les intellectuels qui ont pu se dégager nous conseillent de céder (ce qui ne les empêchera pas d'être incarcérés durant les soixante-douze heures légales). Nous remettons nos cartes et sortons. Dehors, le long de l'avenue Victoria, environ 2.000 manifestants nous attendent. Des heurts violents se produisent avec la police. Nombreuses arrestations...

« Vous me demandez, avons-nous gagné, avons-nous perdu ? Vous pensez bien que l'affaire ne saurait se limiter au siège du couvent. Cela c'est l'aspect pittoresque, qui compte certes, mais il faut regarder au-delà. Et au-delà, c'est le mouvement qui embrasse plusieurs villes universitaires, et parfois les plus inattendues. Barcelone c'est l'étincelle. Car au-delà, il y a la signification profonde de notre action, de l'action du syndicat estudiantin... »

De violentes manifestations se produisent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université, ce qui oblige les autorités académiques à promettre « une information objective des faits qui se sont déroulés à Barcelone ».

16 mars : des assemblées libres ont lieu à l'Université des jésuites de Deusto et à la Faculté des Sciences économiques. Les étudiants de Deusto envoient une lettre à M. Fraga Iribarne pour protester contre le manque d'information sur les événements de l'Université de Barcelone.

18 mars : une nouvelle assemblée libre se tient à la Faculté des Sciences économiques. On convoque des élections démocratiques pour désigner les responsables d'un syndicat réellement représentatif.

### ● VALENCE

14 mars : manifestation de plus de 1.000 étudiants en solidarité avec Barcelone. Dans une assemblée de district, on convoque une assemblée constituante du Syndicat démocratique d'étudiants de Valence.

### ● PAMPALUNE

Manifestations de solidarité avec les étudiants catalans.

## Le tournant de Barcelone

Pour comprendre l'importance de ce qui vient de se dérouler à Barcelone, il est nécessaire de situer l'épisode du couvent dans le cadre général de la lutte du mouvement étudiant espagnol et de la lutte globale menée contre le régime franquiste. Cette histoire n'a pas encore été écrite et nous ne prétendons pas nous y livrer ici. Toutefois, nos interlocuteurs ont pu suffisamment nous renseigner, pour que certains éléments de cette chronologie soient indiqués et pour que le schéma de la stratégie étudiante soit éclairée.

Jusqu'en 1963, pratiquement il n'existe pas d'autres syndicats que les syndicats officiels. Cependant, il existe, simultanément, un mouvement semi-syndical clandestin, la C.U.D.E. « Confédération Universitaire Démocratique Espagnole ». Il est bien évident que le caractère clandestin de cette structure est assez peu compatible avec des objectifs syndicaux. Il y a entre les deux éléments une certaine antinomie. Jusque vers 1960, tous les mouvements d'opposition sont à la fois fortement politisés et fortement minoritaires.



Malgré les piliers du régime.

(Droits réservés.)

Reflet d'un régime dont les pratiques dictatoriales se sont encore assez peu effacées. La violence est la première donnée du contexte politique. Précisément, toute l'histoire du syndicalisme étudiant va, à partir de ce moment, jalonner l'émergence d'un mouvement de plus en plus majoritaire et de moins en moins clandestin. Le contexte politique sera transformé, il passera du style fasciste pur à une apparence de « démocratie bourgeoise » encore très éloignée de ce que nous pouvons connaître en France, mais significative pour l'Espagne franquiste. Nul doute, d'ailleurs, que le développement néo-capitaliste, que la montée de nouvelles couches bourgeoises, que les changements dans l'Eglise espagnole, au moins à la base ne soient des facteurs déterminants de cette « démocratisation » de la conjoncture. Désormais, on peut affirmer que la succession du régime franquiste est posée, les divergences portent sur l'alternative possible. Ce serait là un autre problème que nous ne développerons pas dans le cadre de cet article, mais que l'on doit avoir constamment présent à l'esprit pour comprendre ce qui va se dérouler au sein de l'Université.

Entre le syndicat officiel et le syndicat clandestin une osmose poursuivra dans deux directions. D'une part, des militants de la CUDE vont, de plus en plus, investir le syndicat officiel et, d'autre part, une pression de plus en plus forte va s'exercer pour que les formes de ce syndicat officiel se démocratisent. A terme, le syndicat officiel aura été transformé de fond en comble. Ainsi durant les années 1961-1962, les étudiants obtiennent que les délégués syndicaux des amphithéâtres et des facultés soient élus démocratiquement par la base, et non plus nommés et imposés par les autorités. Tant et si bien qu'au début de 1963, il ne reste de phalangiste que la direction du district, au niveau de la ville universitaire.

### La démocratie, par quels moyens ?

1963-1964, nouvelle étape. En effet, les élus « démocratiques » décident de se séparer du syndicat officiel « Syndicat espagnol universitaire » S.E.U.; ils se sentent suffisamment puissants et représentatifs d'un mouvement de fond pour vouloir se constituer en syndicat autonome ouvert. Les « élus » réclament alors un décret qui consacre, en somme, ce qui est un état de fait. Que l'Université soit gérée par un syndicat indépendant, apolitique et élu démocratiquement.

A ce stade de l'explication, il est nécessaire de préciser que Barcelone occupe une place de pointe au sein de ce mouvement. Dans une Espagne de 31 millions d'habitants, on compte 80.000 étudiants, dont 30.000 à Madrid et 15.000 à Barcelone. Mais il convient de préciser les différences très nettes entre les deux grandes cités : schématiquement, l'extraction étudiante de Madrid est beaucoup plus aristocratique que ne l'est celle de Barcelone, beaucoup plus issue de la nouvelle bourgeoisie dont nous parlions ci-dessus. En outre, Madrid est beaucoup plus extrémiste et cela dans les deux sens, on y trouve aussi bien des étudiants au fascisme inté-

gral et activiste, que des groupes « pro-chinois » organisés. Ces deux extrêmes sont pratiquement inconnus à Barcelone. Enfin, et ceci a une grande importance, pour de multiples raisons, la répression est beaucoup plus dure à Madrid qu'à Barcelone. Conséquence immédiate, les encadrements sont souvent détruits à Madrid, alors qu'au contraire, à Barcelone, la continuité des cadres garantit une efficacité supérieure.

Il n'est pas inutile, non plus, de souligner le caractère « autonomiste » de la Catalogne, ce qui n'implique pas une volonté séparatiste comme on peut l'observer au Pays basque, mais ce qui compte dans une prise de conscience plus homogène qui affecte la totalité des classes sociales.

De janvier à mai 1965, une vaste campagne se développera avec comme objectif la consécration officielle du syndicat libre. Série de manifestations, grèves générales, la mobilisation pour la première fois atteint l'unanimité. Il suffit de se reporter à la presse de l'époque. Cependant, conscient du mouvement d'enveloppement dont il est l'objet, le gouvernement va tenter de réagir en prenant les étudiants à revers. Ils réclament un décret, ils l'auront ! Ce sera le décret de mars 1965 qui reconnaît l'élection démocratique à tous les niveaux. Un syndicat « libre » pourra ainsi être mis sur pied, mais attention !, ces attributions seront limitées aux seuls problèmes techniques, pour tout ce qui relève de l'orientation culturelle et sociale, autrement dit politique, un commissaire sera nommé par les autorités. Ce sera dans le cadre de ses directives que les étudiants auront à assurer leurs tâches pour lesquelles ils auront été élus « démocratiquement ». On voit l'ambiguïté de la situation ! La démocratie tant revendiquée risque d'être vidée de son sens. Cependant, c'est ouvertement que, désormais, la lutte va se dérouler. Après l'élection du décret de mars 1965, les délégués élus du précédent syndicat officiel se réunissent, décident de rejeter le décret et réclament la convocation d'un Congrès national des étudiants qui aura à débattre de la création et des attributions d'un éventuel nouveau syndicat.

### Contradictions et ambiguïtés

Le conflit pourrait apparaître formel et stérile ; à regarder de plus près, on se rend vite compte que ce formalisme apparent reflète le passage si l'on peut dire « légal » à la légalité. L'élimination du régime franquiste semble devoir se produire à partir des structures mêmes du système. En d'autres termes, à travers le mouvement syndical étudiant c'est une sorte de « réformisme » qui paraît prioritaire par rapport à des formes plus extrêmes et plus violentes. Le franquisme peut-il être coincé de l'intérieur et la voie de Barcelone triompher sur celle de Madrid ? En même temps que la conquête de la démocratie ce sont les moyens de cette conquête qui sont en jeu ! D'où l'importance du mouvement.

Mais continuons, car nous sommes maintenant arrivés à la période des vacances 1965. Le gouvernement en

profite pour expulser des professeurs, pour en muter d'autres afin d'essayer lui aussi d'enrayer le mouvement de l'intérieur. Dès octobre 1965, les autorités déclarent qu'il va falloir procéder à des élections sur la base du décret de mars.

Voilà les étudiants au pied du mur ! Peuvent-ils refuser des élections « démocratiques » qu'ils ont si longtemps réclamées ? Le réformisme n'est pas sans danger ! Il revenait à la C.U.D.E. d'être le fer de lance du boycott. Les étudiants refuseront de jouer le jeu (vain) du gouvernement. Aucun candidat n'accepte d'être présenté sur les listes officielles. Nommés d'office par les Pouvoirs publics, tous les hypothétiques délégués se récusent. Mieux, les étudiants opposent à la campagne officielle leurs propres élections d'un syndicat libre et démocratique. Des élections « légales-illégales » se dérouleront donc au début de l'année universitaire. Phénomène important et attendu, la participation à ces élections « libres » est considérable. On peut dire que 80 % des étudiants s'engagent dans le mouvement. A Barcelone, seule la Faculté de Pharmacie refusera ; à Madrid ce sera celle de Droit. Mais alors qu'à Madrid, on assiste à une réaction immédiate et dure du gouvernement qui décapite le mouvement et provoque ainsi un certain reflux ; à Barcelone, on assiste au développement paradoxal d'une organisation non reconnue par les autorités. Le syndicat libre et démocratique fonctionne à Barcelone, les activités pratiques se poursuivent et l'on verra même le syndicat inaugurer une coopérative !

La réunion du conseil de Sarria s'inscrit précisément dans cette conjoncture. Il s'agissait, comme nous l'avons noté, de doter le syndicat de statuts et d'élaborer un manifeste qui devait, de toute évidence, avoir un retentissement bien au-delà de Barcelone. Il convient, dès lors, de tirer les conséquences de l'épisode du conseil qui marque à n'en pas douter le début d'une épreuve de force avec le gouvernement.

### Premières conclusions

Si l'ensemble des étudiants considèrent le siège du conseil comme une victoire — et nous avons mentionné les échos immédiats suscités à partir de Sarria — il importe de préciser les conséquences que l'on est en droit de dégager :

— l'appui total des étudiants est évident ;

— il est désormais patent que le syndicat répond à quelque chose ;

— la police a commis une très grave erreur en forçant l'entrée du conseil. Le gouvernement couvre un scandale, d'autant plus irréversible que les deux délégués suisses et américains, présents à Sarria, ne se sont pas privés de rapporter à leurs organismes ce qui s'est passé à Sarria ;

— l'affaire de Barcelone devient un ferment. Les autres villes universitaires, volontiers plus timides, saisissent la balle au vol et se réveillent. C'est aussi que la solidarité avec Barcelone offre un contenu immédiat, concret, au mouvement. Par exemple, la Faculté de Pharmacie de Barcelone, jusqu'ici réticente, adhère au syndicat libre après Sarria ;

— il y a aussi un risque, c'est que les autorités et les forces conservatrices débordées n'investissent le nouveau syndicat et le désintègrent de l'intérieur comme la C.U.D.E. l'avait fait pour le syndicat officiel les années précédentes. Comme il n'existe plus d'autres structures syndicales que celles du syndicat libre, on s'efforcera, le plus rapidement possible, de les faire coïncider avec les conceptions officielles ;

— il y a affrontement entre l'Eglise et le gouvernement. Cet affrontement qu'il conviendrait de nuancer, évite, en tout cas, aux étudiants d'être les seuls à s'opposer aux Pouvoirs publics ;

— il y a échec pour le gouvernement, dans la mesure même où la solution du décret de mars 1965 n'a pu marcher. Aujourd'hui, sa marge de manœuvre est réduite. Il peut, évidemment, opter pour la répression. Selon les dernières informations, une inculpation aurait été lancée contre les délégués de la Faculté des Sciences et de l'école des ingénieurs de Barcelone. Plusieurs étudiants, d'autre part, auraient été arrêtés.

### A LIRE

- Elèna de la Souchère : « Explication de l'Espagne » - Grasset, 1962, 351 pages 14,70 F.
- Gérald Brenan : « Le labyrinthe espagnol » - Editions Ruedo Ibérico, 1962, 281 pages, 18 F.
- L. Ramirez : « Francisco Franco » - François Maspéro, 1966.

Pourtant, et c'est un signe, les autorités ont eu du mal à nommer un juge d'instruction. En l'occurrence, il s'agit de M. Badle, recteur de l'Université de Murcie, celui-là même qui avait eu à statuer sur le sort des professeurs exclus l'an dernier. Mais si la répression d'ordre académique est possible, encore qu'il faille affronter toute l'Université, la répression, tout court, est plus difficile.

Et c'est, en effet, la leçon principale de ce qui se déroule actuellement en Espagne. Dans la mesure où le combat met en mouvement des masses quasi unanimes sur des bases « démocratiques bourgeoises », une réponse officielle du plus pur style fasciste devient de plus en plus impossible. L'affrontement serait trop important, des minorités on peut les réprimer relativement aisément, non pas un mouvement d'une telle ampleur.

Réciproquement, si le gouvernement recule et cède tant soit peu, la liberté syndicale qui est alors reconquise de fait, sinon de droit, contredit manifestement toute l'idéologie du régime. Par la brèche ainsi ouverte, peuvent s'engouffrer d'autres forces sociales et, notamment, les travailleurs. En 1962, les grèves ouvrières n'avaient suscité qu'une solidarité minoritaire. Aujourd'hui, les données sont transformées et c'est bien alors toute la situation du franquisme qui se trouve mise en question.

(1) C.I.E. « Confédération internationale des étudiants ».

# ANGLETERRE: WILSON A-T-IL DEÇU LES

Les Anglais vont, le 31 mars, retourner aux urnes après un an et demi de gouvernement travailliste. Il paraît à peu près acquis que celui-ci retrouvera une majorité très élargie. Cette large approbation sera-t-elle de nature à permettre enfin la mise en route d'une véritable politique travailliste ? Il est, en effet, tentant d'expliquer la déception qu'a causée Wilson à ses partisans par le fait que, n'ayant qu'une majorité parlementaire de plus en plus réduite, il lui a fallu durer plus que gouverner.

Qu'en est-il exactement ? De quel poids ont pesé, à court terme, les mesures prises fin 1964 pour faire face à la plus grave crise qu'ait connue la livre depuis la guerre ? A plus long terme, le programme travailliste et son application offrent-ils une réponse valable aux problèmes qui se posent à un gouvernement de gauche accédant au pouvoir dans un contexte néo-libéral ?

L'élection du gouvernement Wilson, le 15 octobre 1964, a été acquise de jure, avec 44,1 % des suffrages et 317 sièges aux travaillistes, 43,4 % des suffrages et 302 sièges aux conservateurs et 11,2 % des suffrages et 9 sièges aux libéraux.

## PRIORITE A LA DEFENSE DE LA LIVRE STERLING

La situation n'était évidemment pas très brillante. Après une période de freinage en 1961-1962, le gouver-

## Qu'en pensent les économistes ?

La sensibilité de la livre, et de l'économie britannique, aux mouvements de capitaux étrangers est donc extrême, et la régulation de ces mouvements prime en fait, dans l'état actuel, tout autre objectif d'économie interne. Ceci ressort du reste très clairement du volume des avoirs étrangers en livres, qui sont voisins de 4 milliards de livres, chiffre énorme en regard du volume de la circulation monétaire : 3 milliards en 1964.

La priorité de la défense de la livre étant acceptée, l'explication traditionnelle des crises consiste à y voir un excès de la demande interne qui entraîne une hausse des importations beaucoup plus que proportionnelle à celle des exportations. D'où la solution commandée par cette analyse : d'une part, « éponger » l'excès de la demande par un relèvement des taxes et des impôts ; d'autre part, freiner les investissements. L'ensemble conduit alors à un palier de l'activité économique. C'est la fameuse politique du « stop and go » faisant succéder à une période d'expansion, au demeurant raisonnable comparée à celles qu'ont connues les

d'être de l'agitation brouillonne. Alors que, face à la multitude de problèmes immédiats, les premières semaines d'un gouvernement de gauche sont essentielles, les débuts du gouvernement Wilson ont, pour le moins, manqué de cohésion.

Enfin, et surtout, après les cris d'alarme des travaillistes et l'agitation fébrile de leurs experts fin octobre, les mesures annoncées ont paru hors de proportion avec le danger ; ou la situation était aussi dramatique que le disaient les travaillistes et ces mesures si classiques et banales faisaient la preuve qu'ils n'avaient plus du tout la situation en main ; ou la situation n'était pas aussi noire, et l'attitude des travaillistes n'avait qu'un but : préparer, au pire, la dévaluation.

Le résultat a été le déclenchement d'une crise de confiance et le développement de telles pressions sur la livre que, se superposant aux difficultés économiques, elles ont acculé Wilson à faire appel aux bailleurs de fonds étrangers.

2. — Pour résorber le déficit de la balance des paiements, Wilson a, en fait, utilisé tout l'arsenal des mesures

la livre, c'est donc le système monétaire international que prétendait défendre le gouvernement Wilson. La condition de ce soutien général était précisément qu'il s'engage définitivement à soutenir la livre, c'est-à-dire à subordonner à cette défense tous les objectifs de croissance interne.

Le résultat a bien été un ralentissement des pressions sur la livre et une amélioration de la balance des paiements. Le déficit de celle-ci, compte tenu des variations saisonnières, est tombé, durant le quatrième trimestre de 1964, de 110 à 85 millions de livres, puis, durant le premier trimestre 1965, de - 78 à + 6 millions de livres. Encore faut-il noter que les prévisions pour 1966 comportent encore un déficit substantiel.

Néanmoins, on peut se demander si les exportations ont crû en 1965 de 5,5 %, la production industrielle, elle, n'a augmenté que de 1 % et la productivité de 0,25 %. Si la livre est à peu près stabilisée, cette stabilisation continue à coûter par mois environ cinq millions de livres au Trésor ; de plus, sur les 382 millions de livres de rentrées d'or et de devises de septembre 1965 à février 1966, 318 millions sont immédiatement ressortis pour payer la dette de la Federal Reserve Bank.

Il n'y a rien dans tout cela de très original par rapport à ce qu'avait été la politique conservatrice, si ce n'est que la crise a été plus violente et qu'elle n'a été conjurée qu'au prix d'engagements plus profonds. Mais le plus important est que, faute d'avoir eu une analyse claire de la situation dans laquelle il allait arriver au pouvoir et d'en avoir tiré une stratégie cohérente, Wilson a été contraint, dès la première crise sérieuse, d'abandonner son programme.

## DES REFORMES STRUCTURELLES NEO-CAPITALISTES

L'ensemble du programme travailliste reposait, en effet, et repose encore, sur une ambiguïté fondamentale, il contenait à la fois le désir de promouvoir une politique de croissance économique et le refus de ou moins conscient de s'en donner les moyens.

Il est en effet frappant de constater que la Grande-Bretagne, qui a le plus haut niveau de capital en équipement et en infrastructure par tête (excepté les Etats-Unis), est pratiquement la seule des nations d'Europe occidentale à ne pas avoir eu son « miracle économique » d'après-guerre. Alors que les autres pays n'ont pas connu de rythme de croissance inférieur à 4 % dans les années 1950-1960, il n'était, durant la même période en Grande-Bretagne, que de 2,6 % par an, soit 1,9 % par habitant.

C'était précisément sur ce point que les travaillistes avaient centré leur programme. L'affirmation centrale en est qu'il est possible de promouvoir en Grande-Bretagne une croissance annuelle de 4 % qui soit suffisamment équilibrée pour ne pas aboutir à la stratégie du « stop and go ». Il faut pour cela attaquer les trois causes fondamentales de la faiblesse de l'économie anglaise : une insuffisante réceptivité aux innovations ; une faiblesse chronique de l'investissement ; enfin le fait que la croissance est fondamentalement inharmonisée et débouche nécessairement sur un déséquilibre de la balance des paiements.

A ces trois problèmes, les travaillistes prétendaient apporter une solution.

### Encouragement à la concentration

1°. — Le premier problème, à savoir l'insuffisant progrès technologique, est essentiellement un problème de rationalisation et de transformation des attitudes qui ne peut avoir de solution qu'à long terme. C'est ce à quoi visait la création d'un « ministère de la technologie », dont il est encore très difficile d'apprécier les résultats.

Plus récemment, vient d'être créée une « Corporation de réorganisation industrielle », chargée de promouvoir la centralisation et la rationalisation industrielles. Organisme public, il a reçu une dotation en capital du Trésor et pourra, soit en tant que conseiller, soit en tant que participant, favoriser les fusions d'entrepri-



ATTLEE et WILSON : Deux générations ; un même problème.

(Photo Keystone.)

nement conservateur avait bien relancé l'expansion : 7 % de croissance du P.N.B. en 1963, 4 % en 1964. Mais, selon un mécanisme qui commande toute la politique économique de la Grande-Bretagne depuis quinze ans, la balance des paiements s'était à nouveau détériorée : en 1961, le solde était positif (+ 28 millions de livres) ; en 1964, il y avait eu un déficit très accentué (- 745 millions de livres) qui était le plus important depuis la guerre. De plus, cette détérioration, déjà nette en 1963, s'était accélérée durant toute l'année 1964 tant pour la balance commerciale que pour les capitaux à long terme. Or, le problème est que la Grande-Bretagne, à cause de la structure de son marché financier, encore moins qu'aucun autre pays, ne peut pas se permettre un déficit de la balance des paiements. En cas de déficit, en effet, le manque de confiance dans la solidité de la livre entraîne des retraits massifs de capitaux dans les banques de Londres, ce qui exerce une pression.

La livre sterling étant un moyen de paiement international et une monnaie de réserve pour d'autres pays, les demandes de conversion de livres obligent le Trésor à intervenir et à soutenir la monnaie anglaise grâce à ses réserves en or et en dollars ; comme il n'en a pas beaucoup, il ne peut pas faire face à des pressions soutenues très longtemps.

autres pays d'Europe occidentale, une politique de « stabilisation » déflationniste.

### Une série de mesures

C'est précisément à cette situation et à cette dépendance à l'égard des capitaux étrangers qu'elle implique, que Wilson prétendait apporter des solutions à long terme sans recourir au conservatisme économique de ses prédécesseurs.

Or, au moment même où il prend le pouvoir, il est clair qu'une nouvelle crise approche ; les travaillistes l'ont proclamé pendant la campagne et les conservateurs l'ont mal caché. Quelle va être la politique de Wilson ?

C'est celle des fameux « Cent jours ». Destinée à frapper l'opinion et à « asseoir » les options travaillistes en créant un vaste mouvement, elle a débouché, au fil des semaines, sur une série de mesures dont on peut se demander si elles n'ont pas, non seulement noyé le mouvement réformiste dont pouvait se prévaloir Wilson, mais également définitivement privé ses projets de toute cohérence face aux engagements qu'il a été amené à prendre.

1. — Tout d'abord, et si ce n'est pas l'aspect le plus grave, ce n'est pas le moins révélateur, l'action des premières semaines a donné l'impression aux observateurs étrangers

classiques, et il a abouti très exactement au résultat qu'il dénonçait. Pour retenir les fonds étrangers qui sortaient massivement, le taux de l'escompte est porté de 5 à 7 %. Pour freiner les importations, une surtaxe de 15 % est instituée à titre temporaire, elle frappe essentiellement les produits finis ou semi-finis (soit environ 30 % des produits importés). A l'inverse, une remise fiscale est accordée aux exportations (environ 1,5 % de la valeur de celles-ci).

### Une aide intéressée

Mais pour soutenir la livre dans l'immédiat, une opération de grande envergure doit être envisagée. De septembre à décembre, un million de dollars avait déjà été emprunté pour faire face aux sorties. Devant l'aggravation de la situation, les banques centrales décident de mettre à la disposition de la Grande-Bretagne trois millions de dollars. C'est le plus important prêt jamais consenti, et encore faut-il lui ajouter l'aide du F.M.I. qui dépassait deux millions de dollars. Il est bien évident que cette aide assez spectaculaire, destinée surtout à dissuader de toute spéculation sur la livre, n'a pas été accordée sans contreparties. La raison invoquée pour ne pas dévaluer la livre était, en effet, que cela aurait mis en danger le dollar, sur lequel serait reporté le poids des spéculations. Au-delà de



# TRAVAILLISTES ?

ses. Ses interventions pourront s'effectuer sous trois formes : prise de participation (qui devra être abandonnée dès la rationalisation effectuée), prêts, ou leasing.

Un autre aspect de cette politique de rationalisation des structures devrait sans doute porter sur l'organisation des Trade Unions (ce problème a pris un aspect très polémique avec les incidents ayant opposé Trade Unions et ouvriers refusant de suivre un ordre de grève). Les Trade Unions, en Grande-Bretagne, sont en effet organisés non sur la base de l'industrie, mais sur celle du métier, ce qui détermine un attachement aux routines assez prononcé. C'est pourquoi le parti travailliste « parti des syndicats » (certains y sont directement affiliés), estime être le mieux placé pour surmonter par la persuasion ces pratiques restrictives. Là encore, il est très difficile de juger de la réalité de ses intentions.

## Des profits pour investir

2°. — Le second problème, qui commande l'accélération de la croissance économique, est celui des investissements. Le niveau de ceux-ci est assez faible : 14,4 % du produit national y sont consacrés en moyenne depuis dix ans et, plus récemment, 16 à 17 %. Il est intéressant de relever ce que préconise Kaldor, conseiller économique du gouvernement sur la manière dont devrait se former l'épargne nécessaire à cet accroissement des investissements. Une partie, la plus faible, sera une épargne publique. L'autre sera privée. Or il se trouve que la proportion de l'épargne dans les revenus des particuliers est naturellement faible et qu'elle est naturellement forte dans les profits des entreprises. Il s'ensuit donc qu'une politique tendant, pour l'accélération de la croissance, à l'élargissement de la part des investissements dans le revenu national doit élargir aussi la part des profits, étant naturellement posé qu'une législation appropriée doit garantir que ces mesures produiront les conséquences économiques voulues et non des conséquences sociales qu'on ne veut point.

Sans s'étendre sur le bien-fondé de cette analyse, il est, en tout cas, remarquable que, destinée à fonder l'action d'un gouvernement de gauche, elle ne conteste absolument pas les schémas de fonctionnement « classiques », ceux du financement des investissements en économie libérale, mais cherche simplement à en améliorer l'efficacité.

Cela étant, l'action du gouvernement Wilson a dès lors porté sur deux secteurs :

- améliorer le système d'incitation aux investissements ;
- améliorer les sources de financement de ces investissements.

Pour le premier point, l'ancien système reposait sur un aménagement de la technique de l'amortissement ; il y avait un abattement initial permettant d'amortir jusqu'à 30 % du montant de l'investissement dès la première année, et un abattement forfaitaire, s'ajoutant au premier, qui permettait d'amortir une somme plus élevée que le coût de l'investissement.

Le nouveau système est au contraire sélectif. Les abattements forfaitaires sont supprimés et remplacés par une « subvention d'investissement » versée par le Board of Trade. Celle-ci, et c'est le principal avantage de la réforme, est décidée en fonction d'une sélection, soit par branche, soit par région, selon le cas. Il est en tout cas certain que l'effort principal sera consenti en faveur des industries de transformation et, parmi elles, aux plus exportatrices.

Pour le second point, il s'agit de donner aux sociétés la possibilité de dégager un volume de profits nets plus élevé. C'est ce à quoi vise le nouvel impôt sur les sociétés qui encourage celles-ci à conserver une plus grande partie de leurs profits (en frappant plus lourdement ceux qui seront distribués) et à les consacrer à des investissements « prioritaires » : équipements, méthodes nouvelles de production et de gestion.

## Politique concertée des revenus et des prix

3°. — Le troisième problème enfin, celui de l'harmonisation de la croissance, constitue la clef de voûte de l'ensemble, dans la mesure où sa réalisation permettrait enfin à la Gran-

de-Bretagne de concilier croissance économique interne et équilibre de la balance des paiements.

Pour les travaillistes, cette harmonisation passe en premier lieu par la « politique des revenus ». La meilleure justification en est donnée par Kaldor : « La bonne méthode d'action anti-inflationniste consiste à s'adresser directement aux salaires nominaux pour ralentir leur rythme d'accroissement, au lieu de freiner la demande réelle de biens et de services. Que l'accroissement des salaires soit ralenti, il s'ensuivra automatiquement un ralentissement de la demande monétaire et la croissance des profits. Des mesures qui restreignent la poussée inflationniste des coûts provenant des syndicats au contraire des mesures qui restreignent la demande des marchandises ne gênent pas nécessairement la croissance réelle de l'économie... »

C'est pourquoi le gouvernement a proposé aux Trade Unions un cadre de « contrôle des revenus » et une procédure de consultation que ceux-ci ont acceptée lors de leur congrès à Brighton en septembre 1965.

Le schéma en est relativement simple : le Plan, escomptant une croissance du produit national de 4 % par an pour une population augmentant de 0,5 % par an implique une croissance annuelle de la productivité d'environ 3,5 %. Le problème est donc d'obtenir des salariés et des entrepreneurs qu'ils alignent leurs prévisions de salaires et de prix sur ce dernier taux.

Pour ce faire, une commission de huit membres est créée (un représentant du patronat, quatre représentants des syndicats, deux représentants indépendants, un président), le *National Board for Prices and Incomes*. Celui-ci est juge pour tous conflits concernant « les hausses de prix, les revendications salariales et toutes les questions relatives aux revenus ». Il a des pouvoirs d'investigation étendus, mais pas de pouvoirs contraignants, ces discussions n'étant qu'indicatives.

Parallèlement, a été institué un système de « pré-alerte » qui implique la collaboration des entreprises et des syndicats, les uns et les autres s'engageant à fournir un mois à l'avance leurs intentions relatives à des hausses de prix ou des revendi-



(Photo A.D.P.)

James CALLAGHAN : Priorité à l'équilibre budgétaire.

cations salariales. Le gouvernement prévoit, après les élections, d'obliger les parties ayant utilisé cette procédure d'avertissement à attendre le jugement du N.B.P.I. pour « passer aux actes ».

On voit donc tout ce que cette politique suppose de « bonne volonté » de part et d'autre. Ne fixant aucune obligation, le risque est grand, en période de tension, qu'une des parties « s'échappe ». De plus, le T.U.C. (organisme de l'association des syndicats) ne groupe que 35 % environ des salariés, d'une part, et la Conférence des industries britanniques (organisme patronal) a accepté

de participer à cette politique avec un bon nombre de réserves, dont celles qui sont formulées tournent autour du fait que ce n'est pas une vraie solution à long terme des problèmes de l'économie anglaise.

Toujours est-il que le gouvernement travailliste a fait de cette politique des revenus la pierre de touche de sa politique économique et sociale. Il est certain qu'il est trop tôt pour porter un jugement. On peut simplement remarquer que la hausse des salaires a été particulièrement vive en 1965 (+ 6 %) surtout en regard du P.N.B. (+ 2 %). Une étude entreprise sur le plan national avance comme probable que la hausse des prix a été freinée pour un dixième par la politique des prix. Mais il serait très hasardeux d'en tirer des conclusions quant à l'avenir de la politique des revenus elle-même.

En définitive, il faut, pour juger l'expérience Wilson, séparer deux problèmes.

1°. — D'une part, la politique économique travailliste n'est pas une politique de gauche dans la mesure où elle est en fait, avec plus ou moins d'habileté, uniquement gestionnaire. Il s'agit d'améliorer le système et, de façon extrêmement empirique. Pour reprendre l'expression d'un journaliste anglais, Wilson a été socialiste pour les détails, mais pragmatique pour l'essentiel. Certes, il a relevé les pensions des personnes âgées, rétabli la gratuité des services de Santé, etc. Mais, sur l'essentiel (problèmes immobiliers, financiers, entre autres), le passage au pouvoir du travaillisme a correspondu à un effondrement doctrinal.

2°. — D'autre part, il n'est même pas certain que les travaillistes arrivent à des résultats très positifs car ils se refusent à toute analyse critique. La seule exécution du programme néo-libéral de Wilson, bien que très en retrait et très différent de ce que devrait être un programme de gauche, exigerait plus de hardiesse dans l'exécution. Or, la contradiction fondamentale du travaillisme de Wilson et toute sa faiblesse proviennent de son obstination à vouloir assumer tous les mythes de l'Angleterre conservatrice (Livre, Commonwealth, Est de Suez, etc.) en prétendant promouvoir une politique qui nécessite précisément leur abandon. Il y aurait là un certain nombre de problèmes à préciser qui ne sont pas sans rappeler ceux qui se posent à la gauche en France. Car il est possible que Wilson soit en fait et seulement « un Kipling qui aurait lu Keynes ». Il n'en est que plus inquiet de l'entendre parfois citer en exemple à gauche.

D. Martin  
et un groupe  
de la Commission économique  
du P.S.U.

## Qu'en pense l'homme de la rue ?

Londres, ... mars.

« Si les conservateurs reviennent, nous sommes fichus. Ils fermeront les puits les moins importants, tous ceux qui ne sont pas rentables, sans hésiter. Et nous, on sera sans travail. » Ce mineur de Newcastle votera pour les travaillistes, peut-être sans grand enthousiasme — l'enthousiasme politique n'a guère cours actuellement en Grande-Bretagne — mais avec la conviction que le Labour est le seul parti qui accordera une certaine priorité à ses intérêts d'ouvriers.

A-t-il été satisfait ou déçu des dix-sept mois de gouvernement Wilson ? Les choses ne vont ni tout à fait assez bien, ni tout à fait assez mal pour qu'il se pose vraiment la question. Ses réflexes politiques sont encore conditionnés par de vieilles craintes, qui datent des années trente et que la politique de « stop and go » pratiquée pendant treize ans par les conservateurs a conservées bien vivantes. Avant tout, gagner sa vie, c'est-à-dire avoir un travail suffisamment sûr pour que les lendemains soient raisonnablement assurés, que l'on puisse acheter à tempérament une maison, une machine à laver, un frigidaire, une voiture, sans risquer d'être dans l'impossibilité, demain, de payer toutes ces traites. Or cette sécurité, le gouvernement travailliste a réussi — peut-être avec un peu de chance — à la garantir jusqu'ici. Le chômage est presque à son niveau le plus bas depuis l'immédiat après-guerre.

Dans la foule qui sort des bureaux vers cinq heures tous les soirs à Londres et se précipite en rangs pressés vers les trains de banlieue, on n'a pas tout à fait les mêmes préoccupations. Employés, comptables, dactylos ne

sont pas les plus directement touchés, habituellement, par les vagues de sous-emploi. Mais c'est un monde où l'on est extrêmement sensible aux moindres variations du coût de la vie, des salaires. Le Labour n'a pas réussi à enrayer la hausse des prix. Mais les salaires ont augmenté en même temps de près du double. Les conservateurs ont beau dire que cela n'est pas sain pour l'économie nationale, pour celui qui touche sa paye chaque semaine, les choses vont plutôt un peu mieux qu'avant.

Et puis — mais est-ce une réussite politique aussi bien qu'électorale ? — le parti travailliste est devenu « respectable ». Autrement dit, on peut être caissier de banque et voter pour le Labour sans pour autant passer pour un phénomène. « Autrefois, dit un homme en chapeau melon et parapluie, voter conservateur était un signe de respectabilité et les banques sont toujours des endroits éminemment respectables ». Cela a changé aujourd'hui... du moins quant aux exclusives.

Car M. Wilson lui-même — peut-être au prix d'une politique excessivement prudente — est devenu profondément « respectable ». A telle enseigne qu'un militant travailliste de Bristol, parlant à ses voisins au début d'un meeting la semaine dernière, leur demandait « ce que grand-père allait pouvoir dire ce soir ». « Grand-père », c'était le Premier ministre, le plus jeune, à cinquante ans, des chefs de gouvernement britanniques depuis la fin du siècle dernier. Etrange métamorphose d'un leader qui passait, voici deux ans, pour la tête de l'aile gauche travailliste, mais dont tous les efforts ont justement tendu à démontrer qu'il était assez « sage » pour être aussi à la tête du pays.

A. J.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARI-SOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Administration :

54, bd Garibaldi Paris (XV)  
Tél. : SUF 19-20

Rédaction :

81, r. Mademoiselle Paris (XV)  
Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesgulche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14°. Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris  
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
68-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)



## VARIÉTÉS

## Hugues Aufray à l'Olympia

### Le monde et les temps changent



L'affaire est entendue ! Aufray vient d'administrer la preuve qu'un chanteur peut avoir un succès populaire sans pour autant être obligé de se plier aux niasses exigences des « managers ».

Comme Jean Ferrat, Hugues Aufray aura attendu pendant une dizaine d'années la consécration du music-hall ; et cependant la violence du personnage n'est guère atténuée par la présentation scénique : les bottes, les « jeans », les cheveux longs... il manque le blouson de cuir et la chaîne de vélo ! Tout cela ne peut empêcher une vaste salle comme celle de l'Olympia de se laisser emporter, sans résistance, dans un tourbillon affolé ou craquent les frontières, où se perdent les illusions, où souffle le vent de la liberté. Sans doute les puristes reprocheront-ils à Aufray d'être un apôtre de la révolution folklorique ; sans doute peut-on préférer un style plus dépouillé, sans les fioritures d'un ensemble de sept musiciens. Je ne suis pas sûr, pour ma part, que sans l'apport original de son « skiffle group », les chants d'Hugues Aufray aient pu, alors, dépasser le cadre étroit de la rive gauche.

Le programme de l'Olympia en donne une preuve éclatante : à la gouaille et à la férocité de Monique Tarbes — une échappée du cabaret — le public préfère les éruptions et les « rouflaquettes » de Nino Ferrer. Sur la brèche depuis une dizaine d'années, il est regrettable que le succès lui vienne grâce au mauvais goût et à la vulgarité.

A noter, dans ce programme, la délicieuse présence de Paul Preboist, un pilier de l'Ecole Buissonnière de René-Louis Lafforgue, dont les deux sketches représentent des petits chefs-d'œuvre d'observation humoristique.

Stéphane Pilliet.

## LES DISQUES

**Paul Preboist** : L'avocat. L'ancien combattant (enregistrement publié à l'Ecole Buissonnière). Un disque de 25 cm, 33 t (LDZ-S-4328). Editions du Tourneol distribué par Le Chant du Monde.

**Hugues Aufray** : « Olympia 66 ». Un disque 33 t, 30 cm (80.310) chez Barclay. « Aufray chante Dylan ». Un disque 33 t, 33 cm (mono 80.289-stéréo BB 106), chez Barclay.

sous l'accablement de cette terrible intimité à laquelle George Dillon succombe. Le charme amer, la révolte rentrée, le filet tchékhovien-victorien à l'aube de notre époque de gadgets (la pièce date de 1955), tout cela dépend beaucoup des qualités de la représentation.

Celle qu'a mise en scène J.-P. Dougnac est conduite avec doigté, savoir délicat, sens du petit drame localisé, atomisé dans l'immense immeuble de notre morne existence. Une erreur peut-être de ne pas avoir plus accentué la coupure entre les instants statiques où le temps s'écoule sans rien et les quelques rebondissements, anodins sans doute mais qui rompent le rythme et suggèrent une progression du récit.

Récifs où l'on se casserait le bec avec facilité, mais qui évitent avec beaucoup de bonheur les acteurs choisis par J.-P. Dougnac. Velours des mots qui glissent comme les autos d'une rentrée de dimanche, gestes taillés à la mesure de la solitude et de l'intimité aliénée, cris furtifs et vains qui retombent bien vite. Microcosme prophétique, dix ans après,

nous vivons tous dans du Osborne, un Osborne qui nous paraît déjà trop gentil. Qui avouera notre cruauté ? Florencia Michel, Gilberte Génial, Pierre Leproux, Françoise Bertin, J.-P. Dougnac incarnent avec une infinie justesse la grande banalité de ce monde dérisoire.

Claude Glayman.

P.S. — J.-R. Carroy rappelle dans le programme que J.-P. Dougnac joua dans la représentation exceptionnelle des « Officiers » de Reinhold Lenz. Comme J.-R. Carroy, je ne suis pas près d'oublier ce moment, l'un des plus beaux du théâtre de ces dernières années, bien qu'échec commercial. Mentionnons que J.-P. Dougnac remporta le concours des Jeunes Compagnies en juillet 1965, en montant « Réussir à Chicago » de W. Weideli.

« Epitaphe pour George Dillon », de John Osborne et Antony Greyton, adaptation de Constance Colline, régie de J.-P. Dougnac au Théâtre Chaptal 347, 20 bis, rue Chaptal (tél. : 874-28-34).

## CINEMA

## Monnaie de singe

Un film d'Yves Robert

Je vous le dis tout de go, les vingt premières minutes sont fort ennuyeuses. Même les clowneries de Robert Hirsch n'ont pu me faire échapper le moindre éclat de rire ; pas une ride de plissée. Rien. Histoire sans grand intérêt que celle de cet artiste fauché et génial courant les terrasses de café et découvert par un escroc. Celui-ci demandera au naïf de croquer sa belle en peinture avant de s'essayer aux portraits de Richelieu et Bonaparte. Hirsch, faussaire sans le savoir, échappera pourtant à la promiscuité des prisons grâce à un corbillard.

Le char funèbre sauve la réalisation d'Yves Robert. Au volant : Jean Yan-

ne. Sur la banquette : Sylvia Koscina, en fausse veuve. Un seul décor : l'Espagne et son folklore. Les gags se multiplient tout au long du parcours. Chacun délire et patauge à souhait dans le quiproquo. A noter la pittoresque apparition de Jean-Pierre Marielle en m'as-tu-vu et les brefs passages de Christian Marin. Quant à Robert Hirsch, il étonne, amuse mais déçoit aussi. Ce monsieur habillé sur mesure au théâtre manque d'aisance au cinéma. Il est vrai que les réalisateurs de « Pas question le samedi » et « Monnaie de singe » sont des marchands de confectons.

J.-C. Cayeux .

## Répulsion

Un film de Roman Polanski

Par sa seule présence, Catherine Deneuve sauve du ridicule ce film grand-guignolesque où le rasoir d'un amant tranquille et le lapin dépouillé de sa maîtresse cuisinière occupent tous les recoins d'un écran miteux.

L'histoire effrayera sans doute quelques âmes traumatisées jadis par les baisers sanguinolents d'un vampire

d'opérette. Mais les autres riront aux éclats quand le monstre Deneuve assassiner deux messieurs trop entreprenants.

A quoi bon s'interroger sur le pourquoi de ces crimes freudiens ? Pas la moindre énigme, aucune beauté d'images et pourtant un public pour cette réalisation prétentieuse naturellement intitulée « Répulsion ».

## THÉÂTRE

## John Osborne

### Une certaine chaleur

La ritournelle feutrée de l'ennui. Le clavecin bien tempéré du quotidien. Les longs rivages de la monotonie. Quelques ilots éclatent de temps à autre, mais l'extase ne dure pas et tout retourne à l'ordre. Les jours qui se succèdent, les hommes qui les empressent inutilement ont toujours tenté l'écrivain de théâtre et le cinéaste. Un dialogue repu de rien, vide de tout, un ou deux drames brefs et fugitifs, le doigt sur l'instant de vérité. Pudeur de la détresse, apparence santé qui dissimule la misère humaine.

Avec John Osborne, nous voici dans un logement britannique aux alentours des années cinquante. Une mère, bonne, bête et bavarde et ses filles pareilles et son mari pire et une sœur plus mûre sensuellement, plus lucide philosophiquement. Un soir, au milieu des boîtes de conserve et du ronron familial, la mère introduit dans le cercle un jeune écrivain, pâle, à moitié raté. Elle-même a perdu son fils durant la guerre, témoin une photo de soldat aux côtés de celle de la reine Elizabeth en uniforme de hussard rouge. George Dillon prendra la place du fils, crétin anonyme prématurément disparu. Cette bourgeoisie de petits salariés anglais, qui découvrent quotidiennement le lait lénilifiant d'une T.V. balbutiante, évolue autour de George Dillon sans trop le comprendre, sans trop se méprendre, sans trop passer

à côté. La mère le chouchoute grossièrement, grossièreté de l'égoïsme, de la charité, mais aussi d'une certaine chaleur. Le père le déteste comme on déteste un intrus. L'une des filles, yéyé avant la lettre, se fera faire un enfant sans comprendre jamais pourquoi. Avec la sœur de la mère, un duel s'engage entre réalistes, mais il ne pourra aboutir, George Dillon est pris au piège. Prisonnier de son rôle d'écrivain maudit, le succès lui sourira forcément. La révolte cède à la concession.

La réalisation de John Osborne, qui inaugure le mythe des jeunes hommes en colère, est intéressante, sans être ni très nouvelle, ni toujours sans défauts. On lui reprochera une absence de surprises, jamais de virages brusques, ni d'ascensions inattendues, c'est une œuvre en ligne droite. Un certain néo-réalisme. On lui reprochera des personnages-clichés, des situations-clichés ; mais par le choix initial, la pièce baigne dans ce monde. Ne saurait-on pourtant ne jamais aller au-delà du cliché ? Le dépassement du cliché néo-réaliste, voilà une voie neuve. C'est là qu'il y a des terrains en friche à conquérir ! Hormis une telle ambition, tout est déjà entendu et tracé, et John Osborne plaidera un dossier connu. Cependant, la pièce sait être personnelle, par des nuances, par des répliques, par des trouvailles. Grisaille, mais grisaille qui porte une plaque. La fin est belle

## Justice enfin rendue à une grande œuvre!



## ROMAIN ROLLAND

Une presse enthousiaste salue le centenaire de la naissance d'un de nos grands écrivains dont l'œuvre vient de sortir du « purgatoire », cet oubli passager, injuste mais inévitable, qu'a connu par exemple celle de Victor Hugo. Jean Guhenno écrit dans le Figaro Littéraire : « J'ai vu beaucoup d'hommes et même de grands hommes, je n'en ai pas connu de plus grand ». Et André Maurois : « J'ai toujours admiré Romain Rolland ». Enfin Maurice Nadeau, dans le Nouvel Observateur : « Injustement oublié dans son pays Romain Rolland est célèbre à l'étranger. En Russie il a atteint le record absolu du tirage avec 7.500.000 exemplaires et partout dans le monde, de grandes manifestations ont lieu à l'occasion du centenaire de sa naissance ».

A cette occasion également, le texte intégral des trois œuvres maîtresses de Romain Rolland : **Jean-Christophe**, **l'Ame Enchantée**, **Journal des années de guerre 1914-1919** - œuvres qui représentent 32 volumes dans des éditions ordinaires - a été publié dans une magnifique édition de bibliothèque, sur papier bible, en trois volumes seulement, trois beaux volumes 14 x 20, reliés pleine peau fauve, tête or véritable, fer spécial au dos et fillet sur le premier plat tiré au balancier à l'or fin. La Librairie Pilote vous offre pour quelques jours, à l'occasion du centenaire, ces 3 volumes réunis sous un élégant emboîtement, payables en 10 mensualités de 19,50 F, en 3 de 61 F, ou 180 F comptant, avec droit de retour dans les 5 jours. Hâtez-vous de profiter de cette occasion pour enrichir votre bibliothèque de cette œuvre qui restera comme l'une des plus riches et les plus exaltantes du début du siècle.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Gronelle, Paris 7<sup>e</sup>

Veuillez me faire parvenir les 3 vol. des œuvres de Romain Rolland. Si je ne les renvoie pas dans les 5 jours dans leur emballage d'origine, je les régle ai comptant 180 F  en 3 mensualités de 61 F  en 10 mensualités de 19,50 F

Nom..... Prof.....

Adresse.....

Tél.....

N° C.C.P..... ou bancaire.....

Banque..... Ag. ou adr. ....

Signature :

# Un quart de tour à droite

L'événement paraît banal et conforme à la tradition dite démocratique de nos régimes dits parlementaires. Après quelques années (cinq exactement) de gouvernement de centre-gauche (collaboration entre le parti social-chrétien et le parti socialiste), la Belgique se trouve nanti d'un ministère de centre-droit (parti social-chrétien et libéraux du « parti de la liberté et du progrès — P.L.P. ». C'est le retour du balancier, l'exigence classique de cette alternance des équipes gouvernementales, incarnation apparente, dans le monde politique, de la justice distributive.

En réalité, pour la Belgique malade et déséquilibrée, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement franchement conservateur — le précédent ne l'était pas beaucoup moins, mais il lui manquait la franchise — est un événement important. Il constitue, pour la bourgeoisie du pays, un risque dont certains mesurent et redoutent l'ampleur. Ce risque se situe aussi bien sur le plan social que sur le plan des structures étatiques. Pour conjurer les périls d'une « agitation sociale » que suscitent, entre autres, l'existence de régions économiquement sacrifiées et l'absence de reconversion rationnelle et sérieusement planifiée, on comptait jusqu'à présent sur la collaboration et l'honnête courtage du parti socialiste belge (P.S.B.). Et ce dernier, en particulier son aile wallonne, devait également servir à apaiser les griefs de la Wallonie où les adeptes du fédéralisme sont nombreux. Il va falloir à présent gouverner sans ce concours précieux. Et qu'on ne s'y trompe pas: pour une fraction importante du monde catholique, il s'agit là d'une révision déchirante.

## Crise du « travaillisme » belge

En 1959, les dirigeants des grands partis belges signaient un « pacte scolaire » qui mettait un terme à la lutte que catholiques et anticléricaux (socialistes et libéraux) menaient avec une rage savamment calculée. Moins de deux ans après — et malgré le choc de la grève générale de décembre 1960-janvier 1961 — catholiques et socialistes, ayant enterré la hache de la guerre religieuse, concluaient une alliance dont leurs dirigeants proclamaient les ambitions. Il ne s'agissait plus d'un accord circonstanciel, nécessité par les aléas de l'arithmétique parlementaire, mais d'une entente plus profonde entre les représentants politiques des travailleurs socialistes et chrétiens. Une version belge du travaillisme. Certes, celui-ci ne jouit plus du prestige dont la naïveté social-démocrate l'auréola autrefois. Mais dans un pays où l'inertie politique est aussi lourde qu'en Belgique, même ce plan anachronique tenait lieu d'audacieuse innovation. Préfiguration du grand rassemblement des travailleurs, il se complétait d'un rapprochement entre syndicats chrétiens et syndicats socialistes. A en croire ses principaux promoteurs, Théo Lefèvre, Premier ministre catholique jusqu'en mai 1965, et Paul-Henri Spaak, qu'il est inutile de présenter, c'était le bloc progressiste isolant et heurtant de plein front un camp conservateur très vaguement défini. Sur le plan des fractions politiques, les libéraux du P.L.P. le représentaient.

Une telle optique était combattue, au sein du parti socialiste, par sa gauche, surtout recrutée en Wallonie, et, au sein du P.S.C., par l'aile droite, attirée par l'alliance avec les libéraux. Le président du parti social-chrétien, Paul Vanden Boeynants, était, presque ouvertement, partisan d'un gouvernement de droite. Son arrivée

au pouvoir représente donc la fin d'une illusion, celle d'un travaillisme de pacotille, obtenu aux moindres frais: compagnonnage et maquignonnage au sommet politique, s'appuyant sur quelques réformes très vaguement néo-capitalistes. C'était peu et beaucoup. Peu, au regard des nécessités véritables et des besoins

par Marcel LIEBMAN

urgents. Beaucoup, en comparaison du conservatisme extrême d'une partie importante des forces dirigeantes belges.

## Que feront les syndicats chrétiens ?

A quoi tient ce renversement des alliances ? Du côté catholique, à la volonté et à l'habileté d'un homme, le nouveau Premier ministre, et à la faiblesse de ses adversaires. Paul Vanden Boeynants est, en Belgique, un politicien d'un calibre peu ordinaire. Son originalité ne tient pas à l'audace de ses idées qui sont la reproduction fidèle des conceptions anachroniques des classes moyennes. Vanden Boeynants tire sa force des techniques de persuasion — au sens très large — qu'il a importées d'Allemagne occidentale et des Etats-Unis. Il a le don de la publicité, le sens aigu de la démagogie et pousse l'absence de scrupules à un niveau qui paraît hors de portée du politicien moyen. Commerçant enrichi ayant, en politique, fait carrière comme représentant des « classes moyennes », il ne prétend à rien d'autre qu'à offrir l'image du « Belge moyen », alliant un bon sens aussi solide qu'apparent aux préjugés anti-étatiques les plus éculés. Sa nomination comme Premier ministre suffit à prouver l'incohérence des structures politiques bourgeoises.

Il n'est pas exclu que, des mesures droitières aidant — et notamment une législation anti-ouvrière que préconisent ouvertement les libéraux — le syndicalisme chrétien va préciser et accentuer, au cours des prochaines années, une évolution qui le détache progressivement du bloc catholique conservateur: les murs du vieux ghetto cléricale n'ont plus la solidité d'antan...

## La social-démocratie plus que jamais dans l'impasse

Le parti socialiste, lui, s'est trouvé relégué dans l'opposition sans trop savoir ni pourquoi ni comment. Lorsque le cabinet P.S.C.-P.S.B. dirigé par M. Harmel, démissionna, il y a quelques semaines, le groupe sénatorial socialiste vota immédiatement un ordre du jour demandant la reconduction de la coalition catholique-socialiste. C'était le vœu de l'appareil du parti dans sa majorité et de ses dirigeants presque unanimes. Le P.S.B. venait d'avaliser une politique de régression sociale répondant au vœu des milieux patronaux, tant en matière fiscale que dans le domaine des « dépenses sociales ». Cette politique avait ébranlé son unité déjà entamée, mais n'avait pas désarmé la volonté de sa direction, soucieuse au contraire d'accentuer son cours « réaliste » et « modéré ». Ce qui enraya cette mécanique, ce fut la perspective de voir les institutions d'assurances sociales dont le P.S.B. dépend matériellement, les mutuelles socialistes (1),

(1) En Belgique, le système de Sécurité sociale se trouve, pour une part appréciable, aux mains d'institutions d'assurances politisées. Il existe ainsi des mutualités catholiques, des mutualités socialistes et, accessoirement, des mutualités libérales.

faire les frais de la politique de compressions budgétaires menée par le gouvernement.

Or la social-démocratie belge peut se permettre, à brève échéance, beaucoup de choses. Elle peut prendre la responsabilité d'une fiscalité impopulaire et injuste, d'une politique économique inefficace et conservatrice, de mesures destinées à réprimer les grèves. Elle peut même, comme ce fut le cas en février dernier, diriger la répression brutale ou sanglante de grèves tumultueuses. Mais elle ne peut se payer le luxe de perdre l'appui de ses institutions de base: ces mutualités qui réalisent son intégration matérielle au régime capitaliste, mais une intégration contradictoire comme un groupe tout à la fois admis et contesté; un allié tout à la fois absorbé et marginal.

Sans trop savoir ni pourquoi ni comment, convaincus qu'ils n'avaient rien fait pour mériter pareille indignité, les sociaux-démocrates se retrouvent dans l'opposition. D'entrée de jeu, le président du parti, Léo Collard, a fait savoir que cette opposition serait constructive. Pas question, a-t-il proclamé à la Chambre, de « descendre dans la rue ».

On peut se demander ce qu'il viendrait y faire.

Mais si la bourgeoisie possède enfin un gouvernement selon son cœur, elle est inquiète et il s'agit de la rassurer. N'oublions pas, en effet, que l'épisode qui clôtura la dernière « cure d'opposition » socialiste fut la grève de 1960-1961. C'était la réponse violente, logique et naïve de la classe ouvrière belge à la politique menée par une coalition catholique-libérale dont les socialistes dénonçaient le caractère néfaste. L'analogie est visible, le précédent inquiétant. En décembre 1960, les dirigeants du P.S.B. furent surpris et débordés par une opposition qu'ils avaient souhaitée plus respectueuse. Il s'agit, cette fois, de se montrer plus vigilant. Mais est-ce compatible avec les exigences opportunistes d'un certain gauchisme verbal où excellent les sociaux-démocrates lorsque l'ingratitude de la bourgeoisie les chasse des cabinets ministériels ?

D'autant que l'alternative de gauche, sans avoir atteint en Belgique une force suffisante, a progressé au cours des dernières années. Les communistes se sont quelque peu renforcés et ont rompu leur isolement; le Mouvement populaire wallon cristallise à sa manière le mécontentement populaire; des dissidences de gauche ont entamé l'unité social-démocrate et guettent les défaillances du P.S.B.; l'aile radicale du syndicalisme, enfin, conserve des forces que la disparition d'André Renard a entamées mais n'a pas détruites.

Ainsi, le socialisme d'intégration pourrait aller au-devant de nouvelles épreuves. Parti à vocation gouvernementale, il doit, une fois de plus, abandonner ses fonctions de gestion et affubler le déguisement d'une contestation contraire à sa nature. Jusqu'à quand ce double jeu pourra-t-il faire des dupes ? La réponse à cette question dépend de la gauche belge, de sa lucidité, de son souci d'unité et de sa volonté de lutte.

Malcel Liebman est le spécialiste de la politique étrangère à l'hebdomadaire belge La Gauche.